

# REVUE DE PRESSE

15 avril 2024

**JOURNAUX** **PRESSE** **Radio** information  
télé  
*MÉDIAS* *Médias* sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,  
la FCSSQ détient une licence autorisant une  
redistribution électronique restreinte de ce document.



**La Fédération**  
des centres de services  
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

**influence**

# QUÉBEC SCIENCE

## GROS PLAN SUR LA MATERNELLE

À peine arrivent-ils sur les bancs d'école que les tout-petits jouent leur avenir. Des chercheuses s'intéressent à ce moment qui marque un tournant.

Par Maxime Bilodeau

Les activités éducatives vécues entre 0 et 5 ans exercent une influence majeure sur le devenir de l'enfant. C'est pourquoi le gouvernement du Québec a déployé la maternelle 4 ans à temps plein en milieu défavorisé dès 2013, avant de commencer à élargir l'offre partout dans la province en 2020. Le but : augmenter le taux de diplomation et améliorer la réussite scolaire.

Or, les enseignantes et enseignants catapultés à la tête de ces classes sont souvent mal outillés. Ces nouveaux postes sont en grande partie occupés par des personnes qui disposent de moins d'expérience, explique Maude Roy-Vallières, professeure au Département des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), qui a consacré une thèse à la qualité éducative dans les milieux préscolaires. Qui plus est, le programme d'éducation préscolaire 4 ans officialisé en 2017 n'a été rattaché à celui de la maternelle 5 ans qu'en 2021.

La chercheuse a elle-même enseigné en maternelle 4 ans avant son doctorat. Sa comparaison des maternelles 4 ans avec les centres de la petite enfance (CPE), dont les effets positifs sur les bouts de chou sont avérés dans la littérature scientifique, prend donc ses racines dans des questionnements personnels.

Le verdict est implacable : la qualité éducative en maternelle 4 ans ressemble beaucoup à celle qu'on trouve en CPE. La qualité des interactions entre personnes enseignantes et élèves est assez semblable. Cette dernière est peu influencée par les différences d'ordre structurelles [ratio adulte-enfants, par exemple], analyse Maude Roy-Vallières. Les parents peuvent donc

envoyer leur progéniture dans l'un ou l'autre sans craindre pour son développement.

### Pensée algébrique

Preuve que la petite enfance est un moment charnière, la réussite en mathématiques pourrait s'y jouer. C'est du moins ce que soupçonne Nathalie Anwandter Cuellar, professeure au Département des sciences de l'éducation de l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Entre le primaire et le secondaire, plusieurs jeunes peinent à passer de l'arithmétique à l'algèbre, souligne-t-elle. Des blocages se manifestent même dès l'âge de 8 ans.

C'est comme si la pensée des préadolescents et préadolescentes n'était formatée que pour les opérations élémentaires – additions, soustractions, etc. Ils ont de la difficulté à comprendre que  $1 + 5$  est équivalent à  $3 + 3$ , illustre la didacticienne des mathématiques. Pourtant, ils en sont capables. Des recherches antérieures démontrent qu'ils sont en mesure de travailler avec le concept d'équivalence mathématique, qui est un type de raisonnement associé à la pensée algébrique.

Avec des collègues de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), elle et son équipe ont entrepris de faire émerger ce potentiel. Pour ce faire, ils mettent à l'épreuve des apprentissages ludiques axés sur les relations mathématiques auprès de volontaires de 5 ans de l'Outaouais. Les premiers résultats de l'étude, toujours en cours, sont encourageants. L'analyse des gestes, des discours et des interactions dans ce contexte révèle que certains enfants vont beaucoup plus loin que ce que l'on aurait cru, constate-t-elle.

# QUÉBEC SCIENCE

## Pleins feux sur la collaboration en classe

Émilie Pelletier Grenier

Les approches collaboratives ont le vent en poupe. Des chercheurs et chercheuses en didactique se creusent la tête pour les favoriser.

Tout comme la société, le système scolaire est en constante évolution et il est un puissant agent de socialisation. Par le biais des apprentissages et plus largement de l'expérience scolaire, il tente de former des citoyens et des citoyennes. La coopération fait d'ailleurs partie du lot des compétences à acquérir à l'école. À la clé ? Interagir avec ouverture d'esprit dans différents contextes, contribuer au travail collectif et tirer profit du travail en coopération.

Après tout, l'apprentissage ne se fait jamais de façon isolée, et l'enseignement non plus. Autant miser sur la force du collectif !

### L'IA, outil pédagogique prometteur

ChatGPT a fait une entrée fracassante dans le monde de l'éducation, au grand dam de nombreux professeurs, qui y ont vu un outil de tricherie. Et si l'intelligence artificielle (IA) pouvait au contraire faciliter l'enseignement ? C'est l'idée que défend Raoul Kamga Kouamkam, professeur au Département de didactique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et spécialiste de l'intégration du numérique en éducation.

Le professeur est persuadé qu'aujourd'hui, les outils d'IA générative peuvent aider non seulement les élèves, mais aussi le personnel enseignant en science au secondaire. Ces systèmes pourraient par exemple créer des problèmes complexes plus faciles à résoudre en groupe que de façon individuelle. L'ordinateur serait en mesure de générer sans cesse un nouveau problème, tant et aussi longtemps qu'il ne serait pas résolu par les jeunes en équipe. Ces derniers pourraient aussi, ensemble,

devoir distinguer les bonnes informations scientifiques des mauvaises générées par un système d'IA.

L'adoption de ces technologies se heurte toutefois au manque de moyens et à la résistance au changement. Car beaucoup d'enseignants et d'enseignantes voient dans l'utilisation de l'IA une charge supplémentaire. Il faudra donc revoir les méthodes d'enseignement et d'évaluation, ainsi que la formation des enseignants pour bien intégrer ces outils, soutient le chercheur.

### Pour le plaisir d'écrire

Si la lecture et l'écriture font souvent office d'activités solitaires, leur apprentissage pourrait être facilité par le travail d'équipe. C'est entre autres une des pistes explorées par Jessy Marin, à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), dont un des principaux sujets de recherche est l'écriture en collaboration.

Une tâche qui va bien au-delà du simple travail d'équipe. Il faut outiller les élèves pour qu'ils soient en mesure d'accomplir des gestes aidants pour eux et pour leurs partenaires, résume la professeure. Par exemple, pour une expérience de tâche d'écriture réalisée à deux, son équipe a demandé aux élèves de s'asseoir côte à côte. Nous leur avons donné une seule feuille et deux crayons de couleur différente pour qu'ils puissent voir le travail réalisé par chacun. Nous leur avons dit qu'il était important de regarder la personne qui écrit et de faire des commentaires ou de poser des questions lorsque celle-ci fait une pause, pour ne pas freiner son élan. Ce sont des modalités et des gestes qui peuvent paraître simples, mais qui ont grandement favorisé l'engagement, explique celle qui utilise aussi les approches collaboratives auprès de ses étudiants et étudiantes, futurs membres du corps enseignant.

# QUÉBEC SCIENCE

## Comment mieux accompagner les élèves allophones en région?

CHLOÉ BOURQUIN

Une chercheuse de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) rassemble les idées novatrices d'enseignantes pour mieux accueillir les élèves allophones dans leurs classes en dehors des grands centres urbains.

Mettez-vous un instant dans la peau d'une enseignante au primaire. Vous exercez depuis un bon nombre d'années, vous commencez à comprendre les rouages du métier, tout semble maîtrisé... Jusqu'au jour où vous recevez pour la première fois dans votre classe un élève qui ne parle ni français ni anglais et ne comprend que le russe. Que feriez-vous ?

Si cette question a été étudiée de fond en comble dans les écoles de grands centres urbains, elle l'a beaucoup moins été dans les écoles en région. Mais avec la pénurie de main-d'œuvre, de plus en plus de familles nouvellement arrivées au pays s'installent en dehors des grandes villes

Anastasia Amboulé-Abath, professeure au Département des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Chicoutimi. Photo: Christina Amboulé

C'est pourquoi Anastasia Amboulé-Abath, professeure au Département des sciences de l'éducation de l'UQAC, a choisi de s'intéresser aux méthodes d'intégration déployées par les écoles en région. Son objectif ? Dresser le bilan des façons de faire actuelles.

En effet, en dehors des grands centres urbains, les élèves allophones sont généralement trop peu nombreux pour commencer leur cursus dans une classe d'accueil. Ils finissent bien souvent par être placés, dès leur arrivée, dans des classes ordinaires. Cette méthode n'est pas nécessairement délétère, d'après la chercheuse : elle pourrait même faciliter leur intégration parmi les enfants francophones. Mais « ici, en région, on n'a pas d'expertise pour accueillir les élèves issus de l'immigration, et encore moins ceux qui ne parlent pas français », déplore-t-elle.

Actuellement, le corps enseignant en région n'a que peu de ressources à sa disposition, hormis les directives ministérielles. C'est pourquoi la chercheuse souhaite créer une boîte à outils à partir des méthodes déployées par cinq enseignantes du Centre de services scolaire

(CSS) des Rives-du-Saguenay, pour, par la suite, partager ces méthodes avec l'ensemble du CSS

Selon les données du gouvernement du Québec, 41 enfants allophones fréquentaient les bancs de l'école primaire de ce CSS en 2021-2022, ce qui représente seulement 0,7 % de l'ensemble des élèves. En comparaison, l'île de Montréal compte 38,3 % d'élèves allophones au primaire ; et ce chiffre est de 14,9 % sur l'ensemble du Québec.

### Pas de recette miracle

On dit souvent que les élèves allophones ont des difficultés scolaires. Est-ce vrai ? « Dans la littérature scientifique, c'est très clair : si un élève parle espagnol et qu'on lui explique les mathématiques en espagnol, il va "performer", affirme Anastasia Amboulé-Abath. Il n'a pas de difficultés scolaires, mais seulement une difficulté de langue. » L'une des solutions pourrait-elle donc être de traduire les exercices dans la langue maternelle de l'enfant, en attendant qu'il maîtrise suffisamment le français ? C'est l'une des pistes qui pourraient être discutées avec les enseignantes pendant ce projet.

Depuis le début de l'année 2024, les cinq enseignantes participantes ont consigné dans un journal de bord l'ensemble des pratiques inclusives qu'elles mettent en place au jour le jour pour leurs élèves allophones. Elles se rencontreront au printemps pour une période de discussion, au cours de laquelle elles échangeront autour des pratiques qui fonctionnent et de celles qui fonctionnent moins. « Je ne travaille pas sur les enseignantes, mais plutôt avec elles, souligne la chercheuse. Cela va nous permettre de voir ce qu'il y a lieu de faire selon le contexte et ce que l'on pourrait mieux faire. »

Anastasia Amboulé-Abath compilera ces méthodes à la lumière de la littérature scientifique. Elle devrait obtenir les premiers résultats du projet dès le mois de juin.

La chercheuse prévient cependant qu'il n'existe pas de solution miracle. Elle donne d'ailleurs un cours à l'UQAC

sur l'éducation en contexte de diversité ethnoculturelle. « Je dis toujours à mes étudiants que je ne peux pas leur donner de recette toute faite, raconte-t-elle. Je leur donne une panoplie de petits trucs : certains peuvent fonctionner avec un élève, mais pas avec d'autres. Il faut souvent expérimenter et fonctionner par essais-erreurs. »

### **Des défis multiples**

Pour les élèves allophones, les défis sont nombreux. Au-delà de la barrière de la langue, ces jeunes affrontent aussi la discrimination à l'école, et ce, encore plus s'ils sont issus d'une minorité visible. En région en particulier, où les classes sont peu diversifiées, il existe un risque accru que ces enfants soient rejetés, comme le soulignait déjà en 2010 un article à ce sujet publié dans la revue Recherches en éducation. C'est une dimension supplémentaire avec laquelle le personnel enseignant

doit composer, et dont les enseignantes partenaires de l'étude discuteront également.

Mais Anastasie Amboulé-Abath en est convaincue : tous ces défis peuvent être surmontés si les écoles sont suffisamment outillées. Un avis partagé par Tatiana Garakani, professeure à l'École nationale d'administration publique (ENAP). « Une des choses que je vois souvent dans les écoles, notamment avec les élèves allophones, c'est qu'on se focalise beaucoup sur les différences. On les voit comme un écart à combler, un problème à régler », souligne-t-elle.

Une grave erreur, selon cette spécialiste de la diversité et de l'inclusion en milieu scolaire de personnes réfugiées. « En faisant ça, on met de côté les autres capacités de ces enfants – notamment de grandes capacités d'adaptation. Ces différences peuvent aussi être vues comme des forces, un bagage qui pourrait être très important dans la réussite éducative des élèves. »

# QUÉBEC SCIENCE

## AUTOCHTONISER L'ÉDUCATION

**Le système scolaire a longtemps ignoré, voire écrasé, la culture autochtone. Il est temps de laisser la place à une école conçue par et pour les Autochtones.**

Gabrielle Anctil

Il y a déjà près d'une décennie que la Commission de vérité et réconciliation du Canada a rempli son mandat. Fondée dans le but d'informer la population canadienne sur ce qui s'est passé dans les pensionnats pour Autochtones, la Commission a recueilli pendant plusieurs années des témoignages horribles venus des quatre coins du pays. «Les pensionnats avaient pour but de séparer les enfants autochtones de leur famille afin de limiter et d'affaiblir les liens familiaux et culturels», est-il écrit dans la préface du rapport final. Nul n'est besoin de rappeler les détails des violences qu'ont vécues les jeunes Autochtones dans ces écoles – dont la dernière a mis la clé sous la porte en 1996.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que la Commission ait accordé une place importante à l'éducation dans sa liste de recommandations. Y sont notamment mentionnés les besoins en financement, mais aussi l'importance d'offrir aux jeunes «des programmes d'études adaptés à la culture». Afin de poursuivre le processus de réconciliation entamé par cette Commission, des équipes de recherche s'intéressent à l'éducation autochtone. Leur but: concevoir l'école idéale.

Constater les lacunes. D'emblée, une nuance s'impose: devant la diversité des cultures des onze nations autochtones du Québec, il serait périlleux de parler d'une seule école idéale – dans les faits, chaque communauté doit imprégner ses lieux d'éducation de ses valeurs et de ses coutumes.

Mais avant d'y parvenir, il faudra remettre en question les méthodes actuelles d'enseignement, note Nancy Wiscutie-Crépeau, professeure à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS). «Le système scolaire actuel présente des lacunes importantes, car il n'a pas été créé par et pour les Autochtones», souligne-t-elle d'entrée de jeu. Elle cite en exemple la façon dont l'école québécoise divise les savoirs en catégories: on enseigne le français et ensuite les mathématiques. Pour les Autochtones, les connaissances sont plutôt liées entre elles.

Cette discordance entre les enseignements offerts et les cultures des élèves a des effets importants. «Pour les jeunes, ça crée des enjeux identitaires, car ils ne se reconnaissent pas dans les enseignements et les façons de transmettre les savoirs», relève la chercheuse.

Elle aussi professeure à l'INRS, Marie-Eve Drouin-Gagné constate que cette situation mène les jeunes à vivre des difficultés dans leur parcours scolaire. «Nous avons remarqué que les élèves innus que nous interrogeons avaient beaucoup de diagnostics de problèmes d'apprentissage. Mais les enfants innus ont-ils vraiment tant de troubles, ou bien le problème est-il qu'ils ne peuvent pas répondre aux attentes du système?» Langue et territoire. Comment rétablir l'équilibre ? En «autochtonisant» l'éducation, résume Janis Ottawa, étudiante à la maîtrise à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT). «En fait, il faudrait l'«atikamekiser, l'anichinabegiser» !» Selon elle, la première étape passe par le lieu d'enseignement. Janis Ottawa sait de quoi elle parle: elle enseigne l'atikamekw nehirowisiw à l'école primaire Simon Pineshish Ottawa, à Manawan. «Quand on emmène les jeunes sur le territoire, les expériences sont plus riches, ils ont plus de facilité à s'exprimer.» En effet, le territoire occupe une position centrale dans l'éducation autochtone. «Je parle à des gens qui me disent: "c'est dans le bois qu'on parle notre langue", relève Marie-Eve Drouin-Gagné. Le territoire est une source de savoirs. Les lieux ont des noms, mais, derrière ces noms, on trouve aussi des récits, des histoires.» Ainsi, une adaptation du curriculum pour qu'il inclue des concepts appropriés culturellement, notamment la langue, est essentielle.

Il demeure tout de même important de préparer les jeunes à la société dominante, explique Nancy Wiscutie-Crépeau. «Dans un monde idéal, les enfants autochtones apprendraient les deux cultures. L'école aurait la mission de construire l'identité culturelle des jeunes à partir de leur langue et en relation avec le territoire et les aînés. Mais les élèves devraient aussi découvrir comment fonctionner dans le système dans lequel ils se trouvent par la force des choses.» Changer de paradigme Pour

parvenir à cette école idéale, outre le développement d'un cursus scolaire qui fait la part belle aux cultures autochtones, il faudra un meilleur financement des établissements scolaires et une plus grande ouverture d'esprit concernant les méthodes éducatives.

«Dans l'éducation autochtone, l'enfant apprend par observation, rappelle Benoit Éthier, professeur en études autochtones à l'UQAT. Il observe ses aînés, ses parents. Il est ensuite encouragé à expérimenter, à utiliser ses cinq sens. Dans le système québécois, l'enseignant impose la matière à apprendre.» De fait, il faudra mieux former le personnel enseignant allochtone, qui représente la majorité des titulaires de classes dans les écoles situées dans les communautés autochtones, selon Nancy Wiscutie-Crépeau.

Elle cite en exemple la proposition du Conseil en éducation des Premières Nations qui, en 2020, invitait le ministère de l'Éducation à ajouter au référentiel des compétences qui guident la formation du personnel enseignant celle de «valoriser et de promouvoir les savoirs, la vision du monde, la culture et l'histoire des Autochtones». «Les enseignants formés actuellement n'ont pas les compétences nécessaires pour mettre en oeuvre les principes de vérité et de réconciliation, indique la chercheuse. Ils ont aussi un travail à faire sur eux-mêmes, doivent être conscients de leur position par rapport au colonialisme.» Plutôt que de dicter aux nations autochtones un modèle d'éducation, peut-être est-il temps de les laisser modeler celui qui leur convient le mieux.

## QUÉBEC SCIENCE

# PÉNURIE DU PERSONNEL ENSEIGNANT : UN PREMIER ÉTAT DES LIEUX

**Gabrielle Brassard-Lecours**

Comment attirer et retenir le personnel enseignant dans le système éducatif ? La question n'est pas nouvelle, mais le manque de données entrave la mise en place de mesures efficaces.

Les grèves qui ont paralysé le réseau de l'éducation à la fin de 2023 ont braqué les projecteurs sur les conditions de travail souvent difficiles des enseignants et enseignantes, et sur un phénomène qui ne date pas d'hier : la pénurie de personnel. Geneviève Sirois est bien placée pour témoigner du problème. «Je fais moi-même partie des 20 % d'enseignants étant partis dans les cinq premières années de pratique», affirme celle qui est aujourd'hui professeure en administration scolaire à l'Université TÉLUQ et professeure associée à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT).

Les défis d'attraction, de recrutement et de rétention sont désormais au cœur de ses recherches. Geneviève Sirois et son collègue Martial Dembélé, tous deux au Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante, ont mené une étude en 2021 auprès des services des ressources humaines de 34 centres de services scolaires du Québec. Les résultats préliminaires ont été révélés en 2023 dans un article de la revue *Apprendre et enseigner aujourd'hui*, du Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec. Ils témoignent de la complexité des facteurs en jeu, dont la détérioration des conditions de travail, les départs à la retraite et le recours à du personnel non qualifié.

La pénurie actuelle prend racine dans les années 1990, à la suite de la vague de départs à la retraite des professeurs et professeures recrutés dans les années 1960-1970. C'est d'ailleurs à cette époque que le Québec a vu un développement rapide du réseau d'écoles primaires, accéléré par le phénomène d'urbanisation et le babyboom. La création des maternelles 4 ans a également augmenté le besoin en enseignants et enseignantes.

Si la hausse des effectifs à scolariser et les départs à la retraite massifs expliquent la persistance de la pénurie, d'autres considérations récentes s'ajoutent. «Aujourd'hui, l'une des raisons de la pénurie, c'est l'insertion professionnelle difficile, observe Geneviève Sirois, citant sa propre expérience en exemple. J'étais formée pour enseigner le français au secondaire, mais j'ai plutôt enseigné l'histoire, l'anglais, l'éthique et la culture religieuse, autant de matières pour lesquelles je n'étais pas qualifiée; cela m'a poussée à bout.» D'après ses travaux, la pandémie aurait aggravé les choses. La création des bulles-classes, les départs hâtifs à la retraite, une augmentation des absences du personnel, l'intensification du recours aux enseignants non légalement qualifiés sont tous des facteurs qui ont contribué à la détérioration des conditions de travail. On peut également noter la lourdeur de la tâche liée à l'enseignement en ligne et aux consignes sanitaires.

Que faire donc, pour régler ce problème complexe ? «Il faudrait d'abord faire une vraie analyse du phénomène. Nous avons un grave problème de données; par exemple, nous ne sommes pas capables de savoir combien de départs à la retraite s'en viennent. Comment pouvons-nous alors évaluer combien il faut d'enseignants ?» demande la chercheuse.

Elle estime qu'il faudra des investissements financiers majeurs pour améliorer les conditions de travail. «Travailler quatre jours, prendre une demi-année sabbatique ou encore avoir des ressources matérielles de base pour enseigner; tout cela n'est plus possible dans la profession, explique Geneviève Sirois. Toutes les études le démontrent : l'insatisfaction au travail est la première raison de l'abandon de la profession. Il faut vraiment que ce métier soit plus valorisé, par les gouvernements et par le public.»





# UNE CONSULTATION SUR LES PROBLÈMES DE L'ÉCOLE À PRIORISER

MARIE-EVE MORASSE, LA PRESSE

**Violence à l'école, impacts des écrans sur les apprentissages, épuisement des professeurs, décrochage, anxiété chez les élèves : les difficultés qui plombent le réseau de l'éducation sont nombreuses et fréquemment nommées. À quoi devrait-on s'attarder en priorité ? C'est ce que veut savoir l'Observatoire pour l'éducation et la santé des enfants (OPES).**

À compter de ce lundi et pendant quelques semaines, l'OPES va mener une consultation en ligne pour savoir ce qui préoccupe le plus les Québécois en matière d'éducation, mais aussi tenter de trouver des solutions pour y remédier.

Une autre consultation ? En début d'année, la Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ) a révélé les résultats d'une étude qui a montré que la principale source de préoccupation des parents québécois est l'utilisation des écrans chez les enfants.

C'est la portée de cette consultation qui la distingue des autres faites précédemment, assure Isabelle Ouellet-Morin, professeure à l'Université de Montréal et directrice de l'axe Innovation sociale de l'OPES.

« Le but, c'est d'inclure une plus grande diversité des acteurs, que ce soit les parents, le personnel scolaire, pour regrouper les points de vue de tous en regard d'un grand éventail d'enjeux », dit Mme Ouellet-Morin.

## UNE VUE D'ENSEMBLE

Cette consultation offrira une « vue d'ensemble sur ce qui est jugé prioritaire » selon le rôle qu'on joue (parent, prof, citoyen), mais aussi selon la région où on se trouve.

« Ce n'est pas quelque chose qui vient des universités », dit Mme Ouellet-Morin. Les gens sur le terrain ont collaboré à élaborer la liste des enjeux qui touchent le réseau de l'éducation et qui sont abordés dans le questionnaire, explique-t-elle.

À ce titre, ils sont nombreux à soutenir le projet « Unis pour l'école : ma voix, mon impact » : les directions, les syndicats d'enseignants, des comités de parents, la Fédération des centres de services scolaires du Québec et la fédération regroupant les écoles privées sont du nombre.

La consultation se fera en deux phases. Il faut environ une quinzaine de minutes pour remplir le premier questionnaire, qui vise à identifier ce à quoi il faut s'attarder en priorité dans le réseau scolaire. Ensuite, on s'attardera aux solutions qui pourraient être mises en place.

« C'est une démarche de mobilisation de l'intelligence collective. Les problèmes auxquels les écoles font face sont complexes », reconnaît Mme Ouellet-Morin, qui décrit l'exercice comme un « premier pas ».



## Jumeler cégépiens et élèves du primaire pour favoriser la réussite

RADIO-CANADA

Un programme parascolaire de mentorat entre étudiants du cégep et élèves du primaire va débiter à l'automne à Matane. Le programme « L'École des grands » est axé sur l'aide aux devoirs en français et en mathématiques ainsi que sur l'éveil aux sciences.

Tous les samedis matin pendant dix semaines, une quinzaine d'étudiants du Cégep de Matane vont offrir bénévolement du soutien à une trentaine d'élèves du primaire de la région.

À Matane, c'est près d'un enfant sur cinq qui décroche du secondaire, donc nous, on veut travailler en prévention du décrochage scolaire en introduisant le programme "L'École des grands", explique Alisha Wissanji, directrice générale de la Fondation W, à l'origine de cette initiative.

"L'École des grands" consiste en un programme de mentorat où des élèves du primaire issus d'écoles en milieu défavorisé vont venir au Cégep le samedi matin pour recevoir du mentorat et de l'aide aux devoirs ainsi que [pour faire] des activités d'éveil scientifique de la part de collégiens et de collégiennes bénévoles du Cégep de Matane, ajoute Mme Wissanji.

Ce programme est né en 2015 et est maintenant implanté dans 15 cégeps et dans sept régions administratives au Québec. Le Cégep de Matane est le premier à se joindre au mouvement au Bas-Saint-Laurent.

Ce sont des enfants qui ont entre 50 et 70 % de moyenne générale. Nos données nous montrent qu'avec un accompagnement, avec une petite aide, ils peuvent atteindre leur plein potentiel et se projeter vers des études postsecondaires, ajoute Alisha Wissanji, elle-même diplômée de l'Université McGill et de l'Université de l'Alberta et qui enseigne au Cégep Marie-Victorin, à Montréal.

Le programme de mentorat suscite beaucoup d'enthousiasme au Cégep de Matane.

Il n'y a que du positif là-dedans, je ne vois aucun négatif. On a très, très hâte de partir ça cet automne, lance Teresa

Ford, directrice adjointe du service de l'enseignement du Cégep de Matane.

La professeure de littérature Mylène Fortin sera responsable du projet au Cégep de Matane.

Quand on regarde l'indice de défavorisation des écoles, qui va de 1 à 10, nos écoles sont toutes de 8 et 9 sur le territoire de Matane, dit Mme Fortin.

*Le besoin est là et tout le monde est emballé.*

- Mylène Fortin, professeure de littérature et responsable de « L'École des grands » au Cégep de Matane

Mylène Fortin dit avoir déjà reçu des réponses positives de cégépiens intéressés à participer au projet.

L'idée de travailler pour un futur meilleur, de se sentir utile, puis de nouer des relations avec des enfants : c'est ça, aussi. Ils vont être des figures importantes dans la vie d'enfants et je pense que ça les touche. J'ai été surprise de la réponse positive, lance-t-elle.

Le but est de voir une augmentation des notes chez les enfants et, pour les mentors, c'est leur sentiment d'appartenance, leur résilience éducative. C'est de sentir qu'ils peuvent faire une différence, ajoute Mylène Fortin, qui précise que les étudiants seront encadrés et pourront faire des activités clés en main.

Le programme a aussi la particularité suivante : son succès peut être mesuré.

À la Fondation W, on mesure l'impact de ce programme-là annuellement, tant auprès des élèves du primaire qu'auprès des collégiens et collégiennes. Et on voit que c'est gagnant-gagnant. On voit non seulement que les collégiens et les collégiennes augmentent leur réussite éducative mais aussi que les élèves du primaire

augmentent leurs notes en français et en sciences,  
indique Alisha Wissanji.

*Avec les informations de Pierre Chapdelaine  
de Montvalon*



LE DRAME DES ENFANTS PARFAITS

## La performance à tout prix

Le drame des enfants parfaits est un plaidoyer contre le surdiagnostic des troubles psychiatriques et la surmédicalisation des enfants. L'autrice Céline Lamy, pédopsychiatre et professeure adjointe de psychiatrie à l'Université de Montréal, y déplore que nous cherchions à élever nos enfants comme « des êtres normés, standardisés comme des fruits parfaits des supermarchés » et que « s'ils ne rentrent pas dans le calibrage, ils finissent en compote ». Entrevue.

OLIVIA LÉVY

La Presse

**La Presse : Pourquoi cherchons-nous à, comme vous dites, « élever nos enfants selon les standards de l'agriculture moderne qui produit des fruits identiques et parfaitement calibrés » ?**

Céline Lamy : On a tendance à oublier que nous sommes des petits soldats d'un système capitaliste et individualiste. Les enfants sont les futurs petits soldats de ce système et on n'a aucun intérêt à ce qu'ils développent un esprit critique parce que ça ne correspondrait plus à ce qu'on demande, c'est-à-dire qu'ils deviennent des enfants efficaces, productifs, compétitifs, souriants. Un enfant ne doit être ni trop joyeux, réactif, émotif, ni pas assez, car dès qu'il sort un peu de la normalité, on se demande s'il a un trouble ou une maladie. On s'inquiète, on le fait évaluer, et on nous dit à nous, les pédopsychiatres, que cet enfant est un problème et qu'il faut le réparer et le rendre conforme. L'enfant se retrouve en « bris de fonctionnement » ; cette expression évoque un objet brisé qu'il faut réparer, alors que les enfants par essence sont spontanés, imprévisibles et explosifs. Certains comportements comme l'agitation et l'impulsivité ou encore la difficulté à entrer en relation avec les autres font partie du développement des enfants, et il ne faut pas les étiqueter trop vite avec un diagnostic de TDAH [trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité]. Si on veut constamment contraindre la nature humaine dans un moule, c'est normal que ça explose.

**Vous dénoncez justement l'inflation diagnostique et la surconsommation de médicaments chez les enfants au Québec.**

Au Québec, il y en a qui disent que c'est parce que nous sommes plus avancés sur la question diagnostique, alors ce serait une gloire de diagnostiquer autant de TDAH. On serait meilleurs que les autres... Malheureusement non. Il n'y a pas assez de prévention et quand les médecins de famille sont face à des jeunes qui ne vont pas bien, ils font des requêtes au CLSC, et les listes d'attente pour voir un pédopsychiatre sont interminables, jusqu'à 18 mois à certains endroits. Pendant ce temps, la santé mentale de l'enfant se dégrade, et on n'a plus le choix de prescrire. On se retrouve face à des jeunes qui n'ont plus d'estime, qui ont des troubles anxieux, qui sont déprimés et on arrive trop tard, alors qu'il faudrait arriver beaucoup plus tôt. L'usage de psychostimulants a doublé chez les jeunes de 10 à 12 ans entre 2006 et 2014, et ils sont trois fois plus prescrits au Québec que dans le reste du Canada. Il y a des surdiagnostics de TDAH, alors que certains enfants ont simplement des troubles d'apprentissage, de la dyslexie ou de la dyscalculie et on ne les voit pas. Ils passent sous le radar, et ce n'est pas avec une médication qu'on va aider un enfant dyslexique.

**Doit-on repenser les horaires et rythmes scolaires ?**

Oui. Les huit heures de travail actuelles ne respectent aucun rythme physiologique d'apprentissage. Les périodes sont trop longues parce que le temps de concentration fluctue dans la journée. Pourquoi infligeons-nous aux enfants de devoir être concentrés toute la journée ? Pendant les pauses, les enfants explosent dans la cour de récréation. Ils reviennent en classe excités, et c'est normal, ils doivent bouger ! Il n'y a aucun adulte qui arriverait à ne pas bouger et à écouter son boss pendant près de huit heures. C'est

physiologique et ça ne peut pas fonctionner ! Dans les pays scandinaves, on privilégie les enseignements théoriques le matin et les activités artistiques et motrices l'après-midi.

J'entends des parents et des adultes qui disent : « Nous, à l'époque, on y arrivait, nous étions de bons enfants. » Mais on est devenus des adultes complètement névrosés avec de l'anxiété de performance ! On avale des cachets pour pouvoir supporter notre vie et on consulte des psys ! Alors oui, nous étions des enfants très lisses, mais à quel prix ?

### **Il faut aller dehors et mettre le jeu en valeur ?**

Oui. Il faut un enseignement plus dynamique qui laisse une belle part au jeu et à la nature en allant dehors. On sait que les enfants apprennent en jouant, et même nous, les adultes, on apprend mieux quand on se marre et quand on joue. Les enfants, quand ils entrent en première année, on leur dit : le jeu, c'est terminé, on écoute et on apprend par cœur. Et quand ils rentrent de l'école, ils ont des devoirs, puis ils se retrouvent devant leurs écrans. Les parents pensent qu'ils peuvent ainsi les surveiller et qu'ils ne se blesseront pas. À l'intérieur, l'enfant perd en créativité et en imagination. Les enfants ont besoin de la nature, de sortir, que ce soit au parc ou dans la ruelle.

### **Les attentes parentales sont-elles trop élevées ?**

Les attentes sociétales sont élevées et souvent on tape un peu trop sur les parents. Les parents n'ont pas le choix, car on est constamment dans la compétition et la comparaison. Les parents ont des attentes qui sont inculquées par un système qui nous dit : soyez toujours la meilleure version de vous-même. Je vois des mamans qui emmènent leurs enfants faire du yoga dans une langue étrangère ! Il y a cette surenchère des parents qui vont surstimuler leurs enfants dès le plus jeune âge, ils vont les remplir de connaissances comme on gave une oie.

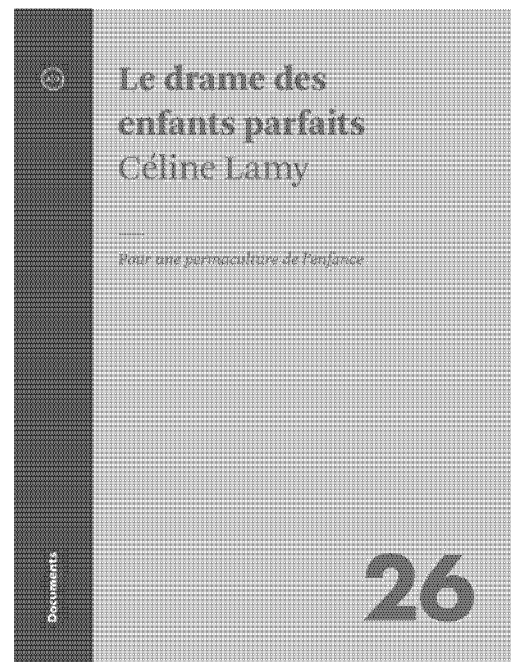
### **Les enfants se sentent-ils inadéquats ?**

Oui, je le vois en consultation. Les enfants le disent. « Papa n'est pas fier de moi. Maman ne m'aime pas comme je suis. Mes parents ne sont heureux que lorsque j'ai de bonnes notes. » Ces enfants sont dans une validation externe, agrippés à la gratification de leurs parents qui sont contents uniquement quand ils font de bonnes choses. Ces enfants n'ont pas le droit de se

planter et j'en vois beaucoup, de tous les milieux, et de plus en plus jeunes. Des petits qui sont dépressifs, j'en vois de plus en plus, ils ont 8 ou 9 ans et ne se sentent pas à la hauteur.

### **Il faut ralentir, se laisser du temps...**

On n'est pas dans la même temporalité que nos enfants. On est dans l'agenda et nos enfants entendent deux phrases : « dépêche-toi » ou « attends ». Le cerveau des enfants n'est pas construit pour être dans notre temporalité, puisque c'est un cerveau d'instant présent. Il faut ralentir, arrêter d'être obnubilé par l'idée de bien faire, lâcher son téléphone, se laisser toucher par ce qui se passe autour de nous. On ne va pas perdre du temps, au contraire, on va en gagner en qualité de vie et en qualité dans nos relations. Ce sera aussi bien meilleur pour notre santé physique et mentale, et en plus, on gagnera en espérance de vie.



*Le drame des enfants parfaits*

Céline Lamy

Éditions Atelier 10

67 pages

# LE DEVOIR

## Enseignement ludique (ou le plaisir d'apprendre)

La transmission de connaissances doit revenir à sa base et permettre à l'élève, et à l'enseignant, d'avoir du plaisir

Stéphane Angers

L'auteur est enseignant de mathématiques au secondaire, Le Devoir

Une fois par mois, Le Devoir d'éducation veut proposer des contributions enrichissantes, qu'elles proviennent de chercheurs et de praticiens du milieu de l'enseignement ou d'autres personnes qui ont réfléchi à l'état de notre système d'éducation.

Enseignement ludique. Deux mots qui, à première vue, semblent contradictoires. Le premier évoque l'apprentissage, la rigueur, le travail et l'effort. Le deuxième évoque le plaisir, le jeu. Et si l'apprentissage pouvait être une source de plaisir, de bonheur et d'agrément ?

Il faut remonter à la petite enfance pour comprendre l'importance et le rôle du jeu. Le jeu est le principal outil par lequel l'enfant apprend. En jouant, il découvre le monde qui l'entoure et acquiert la maîtrise de certains éléments de son environnement. Il est donc normal de penser intégrer le jeu dans l'apprentissage, et ce, peu importe le niveau d'enseignement.

Cependant, en raison de notre passé en matière d'éducation où les communautés religieuses avaient la mainmise sur les programmes, il n'est donc pas évident de démocratiser l'enseignement. Il faudra attendre le rapport Parent, dans les années 1960, pour rendre l'État responsable de l'éducation.

On assiste alors à un grand mouvement de déconfessionnalisation ou de laïcisation dans le monde de l'enseignement. On constate alors une ouverture d'esprit un peu timide de la part des enseignants et des directions.

### Le goût d'apprendre

Je me rappelle deux activités originales lors de mes cinq années de secondaire. La première, en physique, où notre enseignant nous faisait sortir de la classe par petits groupes de dix étudiants dans le corridor pour

nous montrer à quoi ressemblait une onde qui se déplaçait à l'aide d'un long ressort de dix mètres. La deuxième, en anglais, où l'enseignante nous faisait écouter la chanson Hotel California dans laquelle nous devions compléter les paroles dans une dictée trouée.

Pour la première fois, mes enseignants faisaient des activités originales et ludiques qui avaient du sens pour moi, et qui me donnaient encore plus le goût d'assister à ces cours. Je trouvais ces enseignants très stimulants et originaux, ils me donnaient le goût d'apprendre et de me dépasser tout en ayant du plaisir.

Lors de mes formations universitaires en enseignement, nous devions dans certains cours créer des activités originales et les présenter sous forme d'exposés oraux. Je m'intéressais beaucoup à la situation du rendement des garçons à l'école, du taux de décrochage et de leur motivation. J'ai donc décidé d'introduire des jeux et des questionnaires qui portaient sur les sports.

Je me souviens de mon premier jeu réalisé en mathématiques, dans lequel j'avais recréé un terrain de baseball (lorsque les Expos étaient populaires !) avec deux équipes, où chaque question, avec différents degrés de difficulté, permettait de faire avancer ses joueurs, si les réponses étaient bonnes, d'un but, de deux, de trois et même d'un coup de circuit ! J'ai eu la chance d'expérimenter différents jeux lors de mes stages pour constater qu'ils étaient très populaires.

### Réforme

Puis arrive, vers la fin des années 1990, la réforme scolaire qui a pour objectif de recentrer l'école sur sa mission première qui est d'instruire, de socialiser et de qualifier les jeunes.

Pour cela, il faut revoir les programmes d'études de façon à revenir aux savoirs essentiels, à rehausser le

niveau culturel des programmes et à éviter de compartimenter le savoir. L'enseignement est passé de « l'enseignant au centre de la classe » à « l'élève au coeur de son apprentissage ». Ce nouveau paradigme redéfinit l'enseignement, voit l'élève comme un tout dans lequel on développe des savoirs, des savoir-faire et des savoir-être.

Fini le temps où l'enseignant se contentait de transmettre uniquement des connaissances. Il faut maintenant mettre en oeuvre et animer des situations d'enseignement et d'apprentissage significatives, en prenant en compte la diversité des élèves, organiser et assurer un mode de fonctionnement du groupe favorisant l'apprentissage et la socialisation des élèves, faire de la différenciation pédagogique, faire développer des compétences.

Vous comprendrez qu'en raison de la constitution de la « nouvelle » classe, dans laquelle on retrouve des élèves qui ont des besoins particuliers, des élèves avec des plans d'intervention, des élèves avec un déficit d'attention..., cette tâche devient de plus en plus complexe. Elle fut d'ailleurs au centre de l'une des principales revendications lors des manifestations et grèves des enseignants.

Dans ce contexte, je crois que l'enseignement doit revenir à sa base et permettre à l'élève, et à l'enseignant, d'avoir du plaisir. Cela implique un enseignant passionné par sa matière et qui possède une autonomie pédagogique. Le jeu devient à ce moment une occasion de transmettre des savoirs, des savoir-faire et des savoir-être.

### **Stimuler**

Historiquement, le jeu a toujours suscité un intérêt. On pense à Martin Gardner, qui a été connu pour la création et le maintien de l'intérêt pour les mathématiques récréatives. Les mathématiciens ne sont-ils pas les premiers à jouer avec des chiffres, des cartes, des dés, des énigmes en tous genres ? Car jouer, c'est presque toujours rencontrer et pratiquer des mathématiques.

Il faut également prendre en considération la génération des réseaux sociaux, des jeux en ligne, dans laquelle grandissent nos enfants. Ceux-ci passent beaucoup de temps devant des écrans, et les interfaces changent rapidement. Il devient difficile pour un enfant de se concentrer plusieurs minutes sur une tâche puisqu'ils sont habitués à changer rapidement d'interface lorsqu'ils ne sont plus stimulés.

Le jeu en classe permet de maintenir un niveau d'intérêt plus élevé, de créer des liens (pour les jeux en équipes) et d'apprendre en s'amusant. Pensez aux formations

que vous avez déjà reçues dans vos milieux de travail. Je suis convaincu que vous vous souvenez de celles où l'animateur était dynamique, utilisait de l'humour et faisait faire des activités originales et ludiques.

Je constate le même effet dans mon milieu de travail. Je pense à l'enseignante de mathématiques de 5e secondaire qui fait dessiner des autoportraits aux élèves à l'aide de formules mathématiques en utilisant un logiciel, à l'enseignante de français de 3e secondaire qui fait écouter et analyser des textes d'un groupe de rap québécois, pour ensuite aller le voir en spectacle durant les cours, à l'enseignant de mathématiques de 4e secondaire qui fait mesurer la hauteur de l'école à l'aide de concepts mathématiques appris avec un théodolite fait maison et à l'enseignant de physique qui fait construire des ponts en petits bâtons de bois pour ensuite tester leur résistance avec des charges très élevées, le tout à la cafétéria devant une foule impressionnante.

### **Batman**

De mon côté, j'utilise beaucoup de jeux de révision qui impliquent les sports (avec le Super Bowl en février et la Coupe Stanley en mai et juin), la musique, les thèmes de fêtes comme l'Halloween, Noël, la Saint-Valentin, etc. Mon activité Batman consiste à installer une corde qui traverse la classe de haut en bas, en diagonale, à laquelle est attaché un Batman sur une poulie ; les élèves doivent calculer le temps que Batman prendra pour se rendre jusqu'à un monstre qui est situé à l'autre extrémité de la classe.

Inutile de dire le grand intérêt soulevé à la fin du cours lorsque je déploie Batman sur sa poulie pour le regarder traverser la classe et calculer le temps réel qu'il prend pour atteindre le monstre ! Mon jeu final en juin consiste, pour les élèves, à accumuler des livres de mathématiques au sol, à chaque bonne réponse, et de voir le prof sauter par-dessus ces livres en planche à roulette à la fin du cours (heureusement, j'ai déjà fait de la compétition de skateboard à mon adolescence !).

Toutes ces activités, ces jeux et ces situations originales permettent d'apprendre tout en s'amusant et de créer des liens avec les élèves. Il est important, cependant, de comprendre que ces activités doivent être réalisées avec parcimonie et doivent venir en complément à la matière vue. Je crois que la réussite réside dans l'équilibre des différentes stratégies d'enseignement, entre le magistral, le travail en équipe, les activités, les exercices, les devoirs et les exposés. Cela permet aux élèves de se développer selon des savoirs, des savoir-faire et des savoir-être afin d'être capables de bien réussir dans un milieu stimulant et de relever les défis de leur génération en devenant de bons citoyens accomplis et épanouis.

# Les psychostimulants en hausse

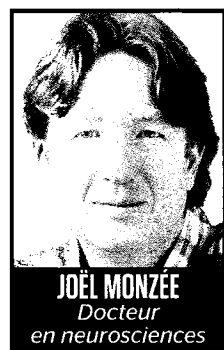
## Leur consommation pour traiter le TDAH chez les jeunes est de nouveau en croissance au Québec

**Alors que la consommation de psychostimulants pour traiter le TDAH chez les jeunes Québécois repart à la hausse, des experts qui avaient dénoncé la situation déplorent que peu de mesures aient été mises en place jusqu'à maintenant pour corriger le tir, trois ans après les recommandations d'une commission parlementaire à ce sujet.**

**DAPHNÉE DION-VIENS**  
Le Journal de Québec

Au début 2019, près d'une cinquantaine de médecins avaient sonné l'alarme en dénonçant dans une lettre ouverte le recours trop facile aux médicaments pour traiter les symptômes liés au trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH) chez les jeunes au Québec, où la consommation de psychostimulants comme le Ritalin était trois fois plus élevée que dans le reste du Canada.

Leur cri du cœur, publié dans *Le Journal*, avait fait grand bruit. Une commission



parlementaire avait par la suite été mise sur pied pour trouver des solutions, qui ont été présentées dans un rapport publié en décembre 2020 contenant plus d'une quinzaine de recommandations.

Cette « prise de conscience » collective semble avoir entraîné une diminution des prescrip-

tions de psychostimulants chez les jeunes de 2019 à 2020, mais la tendance est repartie à la hausse par la suite, déplore l'un des signataires de cette lettre ouverte, le docteur en neurosciences Joël Monzée, qui a analysé les données de la Régie de l'assurance maladie à ce sujet (*voir encadré*).

### IL EST URGENT D'AGIR

Cet expert est revenu à la charge récemment avec la publication d'un rapport où, en collaboration avec d'autres professionnels, il s'est penché sur la consommation de psychotropes chez les jeunes de façon plus générale, qui a grimpé en flèche depuis une vingtaine d'années.

M. Monzée ne s'étonne pas que la consommation de psychostimulants soit repartie à la hausse récemment puisque les mesures qui auraient pu avoir le plus d'impact pour réduire le surdiagnostic de TDAH, identifiées par la commission parlementaire en décembre 2020, n'ont pas encore été mises en place, déplore-t-il.

Selon cet expert, il est « urgent » de redéfinir les directives entourant le TDAH afin de réduire les faux diagnostics. « Il faut revoir la manière d'évaluer les enfants et les adolescents. Les lignes directrices sont beaucoup trop inclusives, même si on dénonce la situation depuis plusieurs années », affirme-t-il.

Plutôt que de conclure rapidement à un trouble du déficit de l'attention, si l'enfant présente plusieurs symptômes, il faut d'abord se demander si d'autres facteurs pourraient expliquer ces symptômes, comme l'anxiété, l'immaturité liée à la date de naissance de l'enfant, l'usage abusif des écrans ou encore le manque de sommeil, explique M. Monzée.

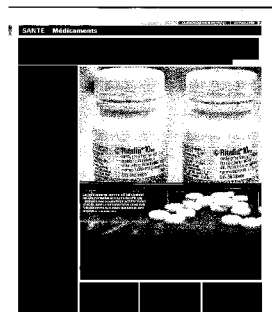
### GUIDE EN ÉLABORATION

Au ministre de la Santé et à l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESS), on indique que l'élaboration d'un guide pour soutenir la prise en charge du TDAH chez les jeunes est en cours, tout comme un projet visant à documenter les interventions non pharmacologiques chez les jeunes présentant un déficit d'attention.

Le Collège des médecins et l'Ordre des psychologues sont associés à cette démarche. Il reste toutefois à voir si les critères pouvant mener au diagnostic du TDAH seront bel et bien resserrés dans le cadre de ces travaux, souligne M. Monzée.

De son côté, le pédiatre à la retraite Pierre-C. Poulin, un des auteurs de la lettre ouverte publiée en 2019, se réjouit de constater que des initiatives se mettent enfin en branle, tout en déplorant le peu de changements concrets depuis trois ans. « Ça ne bouge pas vite », lance-t-il.

Il est aussi important de valider statistiquement les questionnaires sur lesquels les psychologues et les médecins se basent pour établir un diagnostic de TDAH chez un jeune, ajoute M. Poulin.





## NOMBRE DE SERVICES PHARMACEUTIQUES ASSOCIÉS AUX PSYCHOSTIMULANTS

Pour les  
jeunes  
de 11 à 15  
ans au  
Québec

2019

207 910

2020

191 976

2021

202 920

2022

208 024



## Drogue du viol : des chouchous de protection inventés par des jeunes de Saint-Tite

RADIO-CANADA

Des élèves de 5e secondaire de l'École Paul-Le jeune, à Saint-Tite, ont conçu un chouchou élastique pour les cheveux qui sert aussi à protéger son verre contre la drogue du viol et autres substances.

On l'entend beaucoup dans la région et partout dans le monde, des personnes qui vont se faire mettre des substances indésirables dans les verres et ensuite, ça donne des résultats affreux pour la personne, déplore Edouard Morelli, un élève de 5e secondaire.

Les jeunes ont donc imaginé un chouchou dans lequel se trouve un couvre-verre. Ils les confectionnent eux-mêmes.

Leur entreprise, AlcoSécur, a été mise sur pied dans le cadre d'un cours d'entrepreneuriat.

Je veux quand même que les élèves choisissent un projet qui leur tient à cœur et qui colle sur les valeurs, explique Marie-Pier St-Amant, qui chapeaute ce modèle d'enseignement par l'entrepreneuriat depuis quelques années à l'École Paul-Le Jeune.

Elle se dit épatée par l'équipe d'AlcoSécur. Je les trouve particulièrement investis et je suis pas mal fier de leur avancée dans leur projet, affirme-t-elle.

Le modèle de la coopérative est mis de l'avant dans les projets. Il permet à ces jeunes de goûter à la piqûre entrepreneuriale dans un contexte où tout le monde participe aux décisions.

C'est vraiment le fun d'avoir cette option parce qu'on ne devient pas entrepreneur en claquant des doigts, souligne l'élève Bahia Thiffault.

En plus d'éventuels partenariats avec des maisons pour femmes, cette jeune équipe se donne des défis de grandeur.

On aimerait ça faire des sous-verres et il y aurait des détecteurs chimiques. Tu prends une goutte de ton cocktail et tu le mets dessus et ça va faire en sorte que s'il y a une drogue quelconque, ça va le détecter en changeant de couleur, explique Edouard Morelli.

*D'après le reportage d'Edouard Dubois*



ENTREVUE AVEC JOSÉE SCALABRINI

## Une vie au front pour les profs

PAUL JOURNET  
La Presse

**Quand Josée Scalabrini prononce la phrase en interview, la réalité la rattrape.**

Elle inspire profondément et reprend son souffle. « Oui, après 11 ans à titre de présidente de la FSE [Fédération des syndicats de l'enseignement], je vais quitter en juin. »

La plupart de ses membres doivent l'apprendre en lisant ce texte.

Je voulais profiter de son recul pour parler de l'évolution du réseau.

Depuis son élection à la vice-présidence puis à la présidence de la FSE, elle a vu passer neuf ministres. Elle aurait préféré en voir moins. « Le manque de stabilité a fait mal au réseau », déplore-t-elle.

La cause ? Le roulement à la tête du ministère de l'Éducation, mais aussi sa politisation.

**Le solage du réseau est de plus en plus fragile. Les politiciens disent tous que l'éducation, c'est leur priorité. Mais ils arrivent avec leurs solutions en campagne, et une fois au pouvoir, ils doivent les réaliser. On ajoute des étages au lieu de renforcer les fondations.**

Josée Scalabrini, présidente de la FSE

Cette fondation fragile, c'est celle d'un système à trois vitesses où les élèves en difficulté ont été intégrés à la classe ordinaire sans que les ressources suivent.

Et les étages ? Elle donne l'exemple des maternelles 4 ans, priorité de François Legault. L'idée était bonne, tient-elle à préciser. « Mais ça n'aurait pas dû être du mur-à-mur. On manquait déjà de locaux et de profs, et ça a empiré le problème. »

M<sup>me</sup> Scalabrini ne veut pas cibler la CAQ. La même tendance existait chez les libéraux, avec l'anglais intensif ou les tableaux blancs intelligents. « Certains sont restés

dans la salle de fournaise, les enseignants n'en voulaient pas », raconte-t-elle.

La présidente sortante de la FSE n'est pas rassurée par la création d'un Institut national d'excellence en éducation, qui doit utiliser les données probantes pour déterminer les meilleures pratiques. « On aurait voulu plus de garanties pour protéger l'indépendance de l'Institut par rapport au Ministère », dit-elle.

**M<sup>me</sup> Scalabrini ne veut pas partir en donnant l'impression de régler des comptes. Elle souhaite profiter de sa fin de mandat pour élargir la réflexion sur le rôle de l'école.**

Quand la sédentarité des jeunes, les violences sexuelles ou l'analphabétisme financier font la manchette, la solution est toujours la même : ajouter un cours.

Prises de façon isolée, les idées peuvent toutes sembler bonnes. Le problème, c'est qu'elles s'accumulent. Or, il y a une limite au nombre d'heures dans une journée. Ces demandes alourdissent aussi la tâche des enseignants, qui ne reçoivent pas toujours la formation requise.

« Comme société, à quel point veut-on que l'école règle tous nos problèmes ? »

M<sup>me</sup> Scalabrini a commencé sa carrière comme enseignante à la polyvalente Saint-Joseph de Mont-Laurier. Elle y donnait le cours de morale et de religion.

« Je ne viens pas d'un milieu syndicaliste. J'avais des préjugés, pour être honnête... Mais puisque je m'intéressais aux conditions de travail, on m'a proposé de m'impliquer... »

Durant sa carrière, M<sup>me</sup> Scalabrini a eu devant elle tout un catalogue de ministres. Celui avec qui le travail était le plus facile ? Le libéral Sébastien Proulx. « Il était accessible. S'il était en désaccord, il le disait, mais il

pouvait considérer un autre point de vue que le sien et il écoutait. »

Durant la pandémie, les syndicats ont été accusés de toujours critiquer les solutions proposées. M<sup>me</sup> Scalabrini s'en défend. « On voulait relayer rapidement le point de vue des gens sur le terrain pour identifier les bonnes solutions. Mais ce qui nous dérangeait, c'était d'apprendre les décisions en direct au point de presse du premier ministre. Le ministère de l'Éducation était parfois aussi dans la même position. »

Elle regrette toutefois d'avoir qualifié à chaud d'« épouvantable » la demande aux profs de contacter leurs élèves durant un confinement. « Je n'étais pas contre le principe. Ce que je craignais, c'est que des enseignants ne réussissent pas à le faire – certains étaient eux-mêmes des parents débordés. J'avais peur que des enfants soient oubliés. »

L'Éducation est un ministère casse-gueule. Vu de l'extérieur, on a l'impression que toute proposition finira par être dénoncée par au moins un groupe.

**La pénurie d'enseignants est réelle. On estime que près de 20 % des gens quittent la profession après cinq ans. Les syndicats ont pour mission de se battre pour obtenir de meilleures conditions de travail. En ce sens, leurs dénonciations sont utiles.**

Mais en insistant sur ce qui va mal, ne risquent-ils pas de décourager les jeunes de s'inscrire dans les facultés d'éducation ?

M<sup>me</sup> Scalabrini reconnaît que l'équilibre est délicat, mais elle ne croit pas être allée trop loin.

« Quand je suis arrivé à la FSE, on a constaté que les enseignants ne se trouvaient pas valorisés, même si selon les sondages, c'était une profession qui était jugée parmi les plus importantes pour la société. On a demandé pourquoi aux membres. Ils nous ont dit : c'est parce que vous ne parlez jamais du beau. » La FSE a donc lancé en 2012 la campagne « Prof, ma fierté ». Deux colloques sur ce thème ont été organisés, et d'autres suivront.

Ses autres priorités à la FSE furent de mettre aussi l'accent sur le travail pédagogique et la modification des pratiques syndicales. Elle devait partir avant la dernière négociation de convention collective. Elle avait accepté de prolonger son mandat, en prévenant qu'elle ne le terminerait pas.

En terminant l'entrevue, difficile de ne pas parler du schisme à la FSE qui a mené à la création de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), peu avant son arrivée à la vice-présidence.

Elle hésite à s'exprimer à ce sujet. Les deux syndicats devraient-ils collaborer davantage ? « On les a approchés, se souvient-elle. Ils nous ont répondu : si on est devenu autonomes, ce n'était pas pour travailler avec quelqu'un d'autre. Mais ce sera aux membres de décider s'ils veulent changer cela. »

## le journal de montréal

Enseignement

# La « vocation » a le dos large

Pensez au métier actuel que vous faites ou à celui que vous souhaiteriez faire. Vous est-il déjà arrivé, d'un côté, de vous faire dire par des gens que « ça sera difficile » et de l'autre, que « c'est le plus beau métier du monde » ? Probablement.

Avant de poursuivre votre lecture, je tiens à dire que j'ai extrêmement hâte d'être enseignante et que je sens réellement que ce métier est fait pour moi.

Toutefois, j'ai envie d'aborder l'envers de la médaille, qui, malheureusement, est encore tabou tant chez certains futurs enseignants que chez d'autres déjà en place et dont la société parle peu : le poids de la « vocation ». Je parlerai ici avec mes yeux de future enseignante.

### ATTENTES MULTIPLES

Premièrement, j'ai envie de parler de la notion de « vocation » que l'on accole à mon futur métier. Effectivement, je suis convaincue que ce mot est symptomatique des attentes multiples que nous tenons pour acquises chez les profs.

Selon le Larousse, on parle de la vocation comme étant une « destination privilégiée [...] de quelqu'un [...] du fait de sa nature, de ses caractéristiques » ou d'un « penchant » pour une manière de vivre ou une activité. Je ne sais pas pour vous, mais nous choisissons un peu tous notre futur métier en fonction de notre « nature » et de nos « caractéristiques ».

Ce faisant, pourquoi, par exemple, n'insistons-nous pas autant sur le fait qu'être bibliothécaire peut être une sorte de vocation ? Pourtant, l'une des caractéristiques principales d'une bibliothécaire doit bien être sa passion pour la littérature et celle de la transmettre, non ?

### PRENDRE UNE PAUSE

Deuxièmement, je trouve que la « vocation » nous dérobe de ce que j'appelle « le droit mental de prendre une pause ».

En théorie, notre journée se termine vers 15 ou 16 h. Parlez à un enseignant de votre entourage et vous entendrez le contraire. Nous pensons à nos élèves dans

de multiples circonstances : à la librairie à feuilleter le nouvel album de l'heure, au Dollarama pour du nouveau matériel pour une activité, à l'épicerie en train d'acheter du pain et de la confiture parce que notre nouvel élève déjeune rarement, etc. Nous n'avons pas encore parlé des plans d'interventions, de la planification et des bulletins.

Le point commun de cette incapacité à prendre une pause mentale : la « vocation ». Elle est pernicieuse et se faufile dès la suppléance. J'en ai pris conscience il y a quelques semaines. Alors que j'étais fatiguée depuis plusieurs jours et me sentais coupable à l'idée de ne pas revenir remplacer le lendemain, une amie enseignante m'a dit ceci : « Ne commence pas à te sentir coupable à ton âge, Victoria. Tu es bien trop jeune pour te sentir comme ça ! » Bien que banales pour certains, ces paroles m'ont permis de prendre conscience du pouvoir drainant de la « vocation », mais aussi de celui d'un système éducatif qui en est rendu à demander un « adulte » par classe.

Bref, bien humblement et du haut de mes trois ans de suppléance, j'espère vous avoir sensibilisé ne serait-ce qu'un tantinet au poids de la « vocation » chez nos profs. À l'ère où nous parlons de la transmission de saines habitudes de santé mentale à nos jeunes, pourquoi ne pas prêcher par l'exemple en le montrant aussi à nos enseignants ?

Victoria St-Onge, étudiante au baccalauréat en enseignement en adaptation scolaire et sociale, suppléante depuis 3 ans



# LE DEVOIR

## Au nom des jeunes générations

### Le Devoir

Le budget fédéral du 16 avril promet d'être moins palpitant que les précédents, les libéraux de Justin Trudeau ayant déjà fait l'effeuillage des grands morceaux de leur tournée prébudgétaire des dernières semaines. Aide aux locataires, places en garderie, investissements dans la santé mentale des jeunes : le gouvernement oriente visiblement ses annonces vers les millénariaux et les membres de la génération Z, avec l'objectif assumé de « rétablir l'équité générationnelle ». Tour d'horizon par Sandrine Vieira.

#### **15 MILLIONS pour protéger les locataires**

La première journée de la grande tournée prébudgétaire du premier ministre du Canada, Justin Trudeau, a donné le ton pour la suite des annonces. Pour aider les jeunes Canadiens à devenir propriétaires, Ottawa lancera un nouveau fonds de protection des locataires d'une valeur de 15 millions de dollars.

Le fonds sera alloué à des organisations provinciales d'aide juridique pour protéger les locataires contre les hausses injustes de loyer ou les « rénovictions ».

« Il est trop difficile de trouver un logement abordable à louer, surtout pour les jeunes Canadiens. C'est pourquoi, dans le budget 2024, nous prenons des mesures pour protéger les locataires, rendre le marché de la location plus équitable et offrir aux locataires de nouveaux moyens de devenir propriétaires », a déclaré M. Trudeau lors de l'annonce à Vancouver à la fin mars.

Ottawa mettra également en place une Charte canadienne des droits du locataire qui obligera les propriétaires à déclarer « un historique clair » des loyers payés de leurs logements afin que les locataires puissent négocier en toute connaissance de cause.

Les banques devront aussi veiller à ce que la cote de crédit des locataires tienne compte de leurs antécédents locatifs.

Dès cette première annonce, le gouvernement du Québec s'est fermement opposé aux intentions du gouvernement Trudeau, dénonçant un « nouvel envahissement des champs de compétence du Québec ».

#### **UN MILLIARD en prêts pour les garderies**

Après les locataires, ce fut au tour des jeunes familles de la classe moyenne. Le gouvernement investira plus d'un milliard de dollars dans des prêts à faible coût, des subventions et l'exonération du remboursement des prêts étudiants pour développer les services de garde d'enfants dans tout le pays.

L'argent sera prêté directement aux services de garde publics et à but non lucratif par l'intermédiaire de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Le financement servira à agrandir leurs espaces ou à construire de nouveaux centres.

Ottawa offrira également une exonération de prêt étudiant aux éducateurs de la petite enfance des régions rurales et éloignées.

10 millions de dollars sur deux ans serviront à offrir de la formation supplémentaire aux éducateurs.

« Vous avez grandi avec tant de pression dans cette économie : la récession de 2008, la COVID, le changement climatique. Nous voulons que tout le monde, en particulier les mères qui élèvent des enfants, ait les meilleures chances de réussir et de s'épanouir », a affirmé le premier ministre.

Le financement de places en garderie plus abordables est une extension du programme gouvernemental de garderies à 10 \$ par jour convenu avec les provinces et territoires.

#### **500 MILLIONS pour la santé mentale des jeunes**

Une autre enveloppe du budget ira spécifiquement à la jeunesse : le gouvernement fédéral allouera 500 millions de dollars à des organismes de santé communautaire qui fournissent des soins en santé mentale aux jeunes.

« De nombreux Canadiens sont actuellement confrontés au stress et à l'anxiété en raison de la guerre, des troubles géopolitiques, du changement climatique et des difficultés financières », a déclaré la ministre de la Santé mentale et des Dépendances, Ya'ara Saks, la semaine dernière.

Ce fonds réduira notamment les temps d'attente et fournira plus d'options de soins à travers le pays, affirme le gouvernement. Le fonds vise également à mieux équiper les organismes communautaires pour orienter les jeunes vers d'autres services en santé mentale.

Lors de la campagne électorale de 2021, les libéraux avaient promis un fonds similaire pour les établissements postsecondaires afin de contribuer à la santé mentale des étudiants. Le gouvernement a choisi de financer des organismes communautaires afin d'adopter une approche plus large, étant donné que les jeunes ne fréquentent pas tous des campus d'établissements postsecondaires.

### **UN MILLIARD pour des repas dans les écoles**

Deux ans et demi après l'avoir promis, les libéraux mettront finalement en place le nouveau programme national d'alimentation scolaire dans le budget. L'investissement d'un milliard de dollars sur cinq ans avait été promis lors de la campagne de 2021.

Le programme fournira des repas à 400 000 enfants par an dans tout le pays. Ottawa prévoit de consacrer un milliard au cours des cinq prochaines années au programme alimentaire national.

Le gouvernement du Québec n'a pas tardé à réclamer à Ottawa de lui verser sans condition le financement de sa part du nouveau programme.

« L'éducation étant un champ de compétence exclusif au Québec, il va de soi que nous demandons à recevoir ces sommes sans aucune condition », a déclaré le ministre québécois responsable des Relations canadiennes, Jean-François Roberge.

Cette somme aidera toutefois les provinces à élargir les programmes d'alimentation scolaire déjà en place, a rétorqué le premier ministre Trudeau.

« On va continuer de travailler avec les provinces. Ce milliard qu'on annonce aujourd'hui, on va s'asseoir avec les provinces et voir comment [le] répartir », a-t-il assuré.

L'accès aux programmes alimentaires doit débiter lors de l'année scolaire 2024-2025. Le Nouveau Parti démocratique (NPD) a poussé le gouvernement libéral à concrétiser cette promesse avant le budget fédéral.

### **Retour des hypothèques 30 ans pour les premiers acheteurs**

Pour permettre à un plus grand nombre de jeunes au pays d'acquiescer leur première habitation, la vice-première ministre a annoncé que, dans son budget de 2024, le gouvernement autorisera une période d'amortissement du prêt hypothécaire de 30 ans pour

l'achat d'une première habitation. Cette mesure entrera en vigueur le 1er août 2024. La prolongation de cette période d'amortissement de cinq ans pour les acheteurs d'une première propriété permettra à un plus grand nombre de jeunes de payer un paiement hypothécaire mensuel et stimulera l'offre en matière d'habitation. À l'heure actuelle, si la mise de fonds est inférieure à 20 % du prix de la maison, l'amortissement le plus long autorisé est de 25 ans.

La prolongation de cette période d'amortissement de cinq ans pour les acheteurs d'une première propriété permettra donc à un plus grand nombre de jeunes de payer un paiement hypothécaire mensuel et stimulera l'offre en matière d'habitation, affirme le gouvernement.

Ottawa fera aussi passer de 35 000 \$ à 60 000 \$ la limite de cotisation au Régime d'accession à la propriété (RAP) pour les personnes qui épargnent en vue de l'achat de leur première propriété. Cette nouvelle limite permettrait aux Canadiens d'économiser jusqu'à 25 000 \$ de plus pour leur mise de fonds.

Le budget de 2024 annoncera que les gens qui ont retiré ou qui retireront un montant de leur RAP entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2025 auront droit à une période de grâce de remboursement prolongée de trois ans.

### **6 MILLIARDS pour la crise du logement**

« On prend les grands moyens pour que les prix des maisons et des condos redeviennent décents en augmentant l'offre des logements rapidement », expliquait le premier ministre Justin Trudeau aux côtés du ministre fédéral du Logement, Sean Fraser, lors de la tournée prébudgétaire, à Halifax.

Toujours dans l'objectif de s'attaquer à la crise du logement, Ottawa investira 6 milliards afin d'accélérer la construction d'habitations.

De cette enveloppe, 5 milliards seront destinés aux provinces, sous réserve qu'elles acceptent certaines conditions, comme celle de mettre en oeuvre les mesures de la Charte des droits des acheteurs et de la Charte des droits des locataires, ou encore d'apporter des changements au Code national du bâtiment.

Si les provinces ne signent pas d'entente d'ici l'échéance du 1er janvier 2025, les fonds qui lui sont consacrés « seront transférés au volet municipal », avertit Ottawa. Les territoires auront quant à eux trois mois supplémentaires.

Le milliard restant sera mis à la disposition des municipalités pour répondre aux besoins urgents en matière d'infrastructures, comme l'approvisionnement en

eau, le traitement des eaux usées ou l'évacuation des eaux pluviales.

Une nouvelle enveloppe de 400 millions permettra aussi d'accélérer la construction d'environ 12 000 nouveaux logements au cours des trois prochaines années.

### **8,1 MILLIARDS pour se défendre**

Ottawa investira 8,1 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années — et 73 milliards d'ici les 20 prochaines années — pour renforcer sa défense nationale dans un contexte géopolitique de plus en plus incertain.

Le gouvernement a récemment dévoilé sa nouvelle stratégie de défense nationale en vue du budget. Le Canada prévoit de consacrer 1,76 % de son produit intérieur brut (PIB) aux dépenses militaires d'ici 2029-2030. Les dépenses actuelles du Canada représentent 1,33 % du PIB.

« Nous savons qu'il y aura davantage [de défis] dans les années à venir pour que le Canada continue d'intensifier ses efforts dans un monde plus incertain et, franchement, plus dangereux », a déclaré le premier ministre Trudeau à la base des Forces canadiennes de Trenton, en Ontario.

Ces investissements représentent « une avancée majeure dans les efforts qui visent à consacrer 2 % du PIB du pays », la proportion que chaque pays membre de l'OTAN a convenu de consacrer à la défense en 2014.

La nouvelle politique prévoit 9,5 milliards sur 20 ans pour commencer à accélérer la production de munitions d'artillerie, 307 millions pour des avions de détection aérienne avancée, 2,7 milliards pour acheter des missiles à longue portée et 18,4 milliards pour l'achat d'hélicoptères tactiques plus modernes.

Une autre enveloppe de 295 millions de dollars sur 20 ans sera investie pour bâtir de nouveaux logements et rénover des logements des membres des Forces armées canadiennes.

### **2,4 MILLIARDS pour l'intelligence artificielle**

Ottawa investira 2,4 milliards de dollars pour renforcer ses capacités en intelligence artificielle (IA). La majorité de l'enveloppe — 2 milliards de dollars — sera versée dans un fonds pour développer une infrastructure technique. Avec ces sommes, le gouvernement espère attirer un plus grand nombre d'investissements étrangers au Canada.

Une enveloppe de 200 millions servira notamment à permettre l'adoption de ces technologies dans des secteurs comme l'agriculture, la santé et la fabrication. Une autre somme de 100 millions est réservée aux petites et moyennes entreprises pour accroître leur productivité avec les nouvelles solutions de l'IA.

« Nous voulons aider les entreprises à adopter l'IA d'une manière qui aura des impacts positifs pour tout le monde », a déclaré le premier ministre lors de l'annonce prébudgétaire, à Montréal.

Le gouvernement prévoit aussi de lancer un institut de sécurité de l'IA de 50 millions de dollars pour se protéger contre ce qu'il appelle les « systèmes d'IA avancés ou néfastes ».

L'IA a le potentiel de transformer l'économie, a affirmé M. Trudeau. « Et pour maximiser tout ce potentiel, nous devons miser sur l'indéniable avantage canadien. »

Un autre investissement de 5,1 millions aura pour but de renforcer la mise en application de la Loi sur l'intelligence artificielle et les données. Le projet de loi C-27 est la première loi fédérale visant spécifiquement l'intelligence artificielle.



## Politique

# Attal recommande plus de contrôle du temps d'écran chez les jeunes

Par Simon Carmichael, Le Soleil

au gouvernement Legault de contrôler davantage le temps d'écran chez les tout-petits. Sans quoi «une catastrophe sanitaire et éducative» menace le Québec.

En visite à l'école primaire de l'Ancre, à Charlesbourg, Gabriel Attal a fait part au premier ministre Legault de son inquiétude quant au temps d'écran chez les tout-petits.

**L'élus français, qui a occupé le poste de ministre de l'Éducation nationale, s'est dit «très préoccupé» par le temps que passent les jeunes enfants sur les écrans.**

«Des professeurs me disent qu'à [...] cinq ou six ans, on a des enfants qui ont du mal à se concentrer, qui sont moins patients», s'est inquiété M. Attal à François Legault et Bernard Drainville vers la fin de la visite de la nouvelle école, construite sur le site de l'ancien zoo de Québec. «Et c'est probablement lié aux écrans avec lesquels ils se sont développés.

«On a une étude récente qui montre qu'à cinq ou six ans, un enfant passe autant de temps dans l'année devant

un écran que dans la classe», a renchéri le premier ministre français.

**«C'est une possible catastrophe sanitaire et éducative qui est devant nous.»**

— Gabriel Attal, premier ministre de la France

Ce à quoi le premier ministre du Québec a affirmé qu'il s'agissait aussi d'une responsabilité parentale. «On peut agir dans les écoles et dans les services de garde, mais à la maison, il faut aussi responsabiliser les parents», a noté M. Legault, obtenant l'approbation de son homologue français.

Les propos de Gabriel Attal sont particulièrement à propos, alors que le gouvernement Legault est régulièrement sous la pression du Parti québécois sur la question du temps d'écran chez les jeunes. Mardi, le ministre des Services sociaux, Lionel Carmant, signalait son intention de se pencher sur la question.

L'utilisation des écrans chez les jeunes sera d'ailleurs l'un des thèmes abordés lors du Congrès national de la CAQ qui aura lieu le 25 mai.

**le journal  
de montréal**

## Pas mûr pour bannir totalement le cellulaire

Au Québec, il restera permis à l'école, sauf en classe

GENEVIÈVE LAJOIE Bureau parlementaire

Le Québec n'est pas encore mûr pour interdire l'utilisation des cellulaires partout dans les écoles, pas seulement en classe, selon le ministre Bernard Drainville.

En France, le téléphone intelligent est proscrit dans tous les établissements scolaires primaires et les collèges depuis 2018, a rappelé hier le premier ministre français Gabriel Attal, qui était de passage dans une école de Québec en compagnie de François Legault et son ministre de l'Éducation. « Je pense que c'est important », a insisté le dignitaire.

« Il y en a qui souhaiteraient qu'on fasse comme chez vous et qu'on l'interdise pendant toute la journée, mais on n'est pas rendu là encore », a tranché Bernard Drainville. Rappelons que depuis janvier, les cellulaires sont interdits dans les classes du Québec. Mais l'interdiction se limite aux salles de cours.

Le représentant de l'Hexagone s'est montré très préoccupé par la surutilisation des écrans chez les enfants, notamment les tous petits. À l'école L'Ancre

en banlieue de Québec, un établissement tout neuf, toutes les classes sont munies de tableaux numériques et les élèves de 5e et 6e année ont tous un Chromebook.

### UNE CATASTROPHE ÉDUCATIVE

« C'est une possible catastrophe sanitaire et éducative qui est devant nous parce qu'on a des enseignants, des professeurs des écoles qui nous disent que même en CP, donc à 5 ou 6 ans, on a des enfants qui ont du mal à se concentrer, a fait valoir le PM de la France. On a une étude récente qui montre que, à 6 ans, un enfant passe autant de temps devant un écran que dans la classe », s'inquiète Gabriel Attal.

François Legault soutient qu'au Québec, il est possible d'agir sur le temps d'écran des jeunes dans les écoles et les services de garde. Mais à la maison, « il faut aussi responsabiliser les parents ».

# LEDEVOIR

## Combien de vitesses voulons-nous ?

NORMAND BAILLARGEON



La place du privé dans le service public fait chez nous, en ce moment, mais à vrai dire tout le temps, l'objet de très vifs débats. C'est le cas dans le dossier des garderies, où certains jugent que son déploiement se fait au détriment des CPE, ce que d'autres contestent. C'est bien entendu aussi le cas dans le domaine de la santé.

Mais restons-en à l'éducation. Ici, le débat se concentre couramment sur ce qu'on appelle l'école à trois vitesses : le réseau public, le réseau privé, et le public offrant des programmes particuliers. Mais n'oublions pas non plus l'école à domicile et tout le dossier des écoles religieuses.

La donne actuelle est-elle acceptable, ou pas ? Comment et par quels critères en juger ? Le cas échéant, devrait-on agir ? Le peut-on ? Et si oui, alors comment ?

### La question de la justice

Chaque fois, pour des gens le moins sérieux, on retrouve derrière tout cela la décisive et difficile question de savoir ce qui est juste et à qui, partant, revient l'autorité d'éduquer.

Certes, d'aucuns vont défendre à tout prix le statu quo qui leur est favorable. Mais même eux voudront au moins se donner l'apparence d'un argumentaire qui permet de conclure que ce qui prévaut est juste.

Alors, qu'est-ce qui est juste dans la répartition d'un bien comme l'éducation ? Dans une société pluraliste comme la nôtre ? Est-ce la même chose pour d'autres biens, comme la santé ?

Bien des argumentaires plausibles sont avancés et il n'est pas facile de trancher.

Une histoire imaginée par l'économiste Amartya Sen, Prix Nobel en ce domaine, le fait bien comprendre. Sen nous présente trois enfants — appelons-les Évelyne, Louis et Arthur — qui se disputent pour savoir qui aura une flûte.

### Trois enfants, une flûte

Évelyne prétend qu'elle lui revient parce qu'elle est la seule à savoir en jouer.

Louis dit qu'il est si pauvre qu'il n'a aucun jouet à lui : la flûte serait son seul jouet.

Arthur assure que c'est lui qui a fabriqué la flûte et qu'elle est donc à lui.

Chaque enfant utilise un argument que des économistes, des philosophes et bien d'autres ont utilisé pour trouver le critère de distribution des biens qui serait juste.

Évelyne serait une utilitariste : est juste ce qui produit le maximum de bienfaits — ici, jouer et entendre jouer de la flûte. Louis utilise un argument demandant qu'on vise à accroître l'égalité économique. Et Arthur emploie un argument utilisé par les libertariens et selon lequel ce qu'on produit nous revient (mais Arthur n'a sûrement pas fabriqué les machines utilisées pour faire sa flûte ni tranché l'arbre d'où vient le bois...).

Ces vastes questions restent débattues et aucune solution ne fait l'unanimité.

### Le délicat, voire insoluble problème...

Il n'est pas difficile de transposer tout cela à nos actuels débats sur l'école, où des arguments semblables, et d'autres, eux aussi plausibles, sont invoqués.

Sans pouvoir entrer dans les détails, disons qu'on fera valoir ici le libre choix des parents ; là, les retombées économiques, notamment induites par ces gens qui vont aller à l'université — et qui, en majorité, auront été au privé ; là, on déplorera le coût pour le public du privé, un prix jugé inacceptable ; mais ici, ce que le privé fait économiser au public ; ailleurs, on déplorera l'inégalité des chances, mais là, l'importance de la compétition ; ailleurs encore, la citoyenneté et l'école commune qu'elle exige. Et j'en passe.

Le débat se poursuit et les choses allant comme elles vont, je prédis qu'aucun gouvernement ne le tranchera. Le faire susciterait trop de grogne et, de toute façon, tous les camps, souvent bien organisés, ont des arguments au moins plausibles.

Il se pourrait aussi, disons-le, que ce que nous avons soit ce qui serait souhaitable aux yeux de la majorité. Mais on n'en sait rien et un simple sondage ne nous renseignera pas : il faudrait pour cela débattre des enjeux et être bien informés de tout ce qu'ils impliquent. Que faire ?

### **... et sa possible solution**

J'affirme que sur un dossier d'une telle importance, il faudrait pouvoir prendre le temps d'informer le public des enjeux, des pistes de solution possibles, de ce que chacune implique, puis de chercher à dégager le consensus social le plus large possible. Un simple sondage, par définition, ne suffirait pas. Il faudra prendre le temps qu'il faut pour informer, discuter, écouter.

Il y a longtemps (depuis 2016...) que je le dis : dans ce dossier en éducation, et dans bien d'autres, il nous faut une nouvelle commission Parent.

J'avais proposé, un peu à la blague, de l'appeler la commission Parent 2.0. Je me ravise. Je la pense toujours nécessaire, mais lui voudrais un nouveau nom : la commission Rocher, en l'honneur de monsieur Guy Rocher, l'immense Guy Rocher, qui a participé à la commission Parent. Et qui en souhaiterait une nouvelle.

Il aura 100 ans dans quelques jours. Bon anniversaire, Monsieur Rocher. Et merci pour tout.

# LEDEVOIR

## L'éducation détraquée (2)

Et si on écoutait le collectif École ensemble ?

Josiane Cossette



Rédactrice et citoyenne engagée, l'autrice a enseigné la littérature au collégial et est présidente du conseil d'établissement d'une école primaire. Elle a codirigé et coécrit l'essai Traitements-chocs et tartelettes.

Je terminais le premier texte de cette série en posant cette question : notre système d'éducation ne devrait-il pas aplanir les iniquités plutôt que de les creuser ? Dans une société qu'on dit inclusive et égalitaire, la réponse va de soi ; mais si l'on reconnaît aujourd'hui l'existence du marché scolaire au Québec, les solutions pour y mettre fin se font encore rares.

Pourtant, il en existe. Le collectif École ensemble a même ficelé tout un plan « que Québec pourrait mettre en branle demain matin » ou presque, si la volonté y était.

Je me suis entretenue avec son coordonnateur et cofondateur, Stéphane Vigneault, un parent de Gatineau qui, lorsqu'il a constaté que l'école internationale publique de son quartier sélectionnait des enfants de sept ans à peine, n'a pas voulu rester les bras croisés. C'était en 2017. Lui et d'autres parents ont plongé et fondé le collectif pour remettre l'égalité des chances au cœur du système d'éducation.

Cinq ans plus tard, après avoir contribué à lever le tabou des fameuses trois vitesses, fait leurs devoirs mieux que bien des ministres de l'Éducation et lu des tonnes d'études, réfléchi, colligé, analysé et calculé, ils sont arrivés avec leur Plan pour un réseau scolaire commun.

### Briser le cercle vicieux

La naissance des trois vitesses remonte à loin, me rappelle Vigneault. En 1968, quand l'Union nationale a

décidé de subventionner les écoles privées pour faire face au baby-boom, 5 % des élèves du secondaire les fréquentaient. Aujourd'hui, cette proportion est passée à 21 %. Or, le public ayant entretemps décidé de rivaliser avec le privé en misant sur les programmes particuliers sélectifs pour attirer de la « clientèle », cela fait en sorte que ce sont 44 % des jeunes du secondaire qui vont de nos jours à l'école privée ou au public sélectif.

Le public ordinaire (la troisième vitesse) s'en trouvant de plus en plus écrémé, les élèves défavorisés ou en difficulté y sont surreprésentés, ce qui « renforce l'attrait du privé et des projets particuliers », souligne École ensemble. « Plus l'école publique est évitée, plus on l'évite ! » dit le Gatinois. À Montréal plus particulièrement, où un jeune du secondaire sur deux est au privé ou au public sélectif, le magasinage scolaire devient un sport extrême auquel il est difficile d'échapper... Alors, on fait quoi ?

Pour briser ce cercle vicieux, École ensemble a une proposition audacieuse, qui change du « définancement » unilatéral des écoles privées : créer un réseau commun subventionné à 100 %, auquel les écoles privées sont libres d'adhérer. Celles qui le font deviennent des « écoles privées conventionnées » : leur fréquentation est gratuite, elles conservent leur autonomie de gestion, mais ne peuvent plus sélectionner leurs élèves. Celles qui décident de rester à l'écart gardent leur droit de sélectionner, mais ne reçoivent plus aucun financement public, direct ou indirect, et exigent donc des droits de scolarité conséquents.

## Des lendemains plus justes

Dans ce réseau commun entièrement gratuit, il n'y a que des écoles de quartier, avec chacune son propre bassin scolaire. « Mais voyons ! Des gens déménageront, les écoles secondaires situées dans certains voisinages seront supérieures, on reconduit la ségrégation ! » ; j'entends les critiques fuser d'ici — mais École ensemble a tendu l'oreille avant moi. Le collectif a donc formulé une proposition brillante, qui pourrait bien constituer le cheval de Troie de l'acceptabilité du plan : créer des bassins scolaires équitables et optimisés, comptant tous sensiblement le même pourcentage de familles avec enfant d'âge scolaire ayant au moins un parent diplômé universitaire. Elle a même mandaté une firme-conseil suisse, Ville Juste, pour réaliser l'exercice avec la Ville de Laval.

On ne le répète pas suffisamment : la variable du parent qui détient un diplôme universitaire (qui va de pair avec une meilleure situation socio-économique) a une grande incidence sur la réussite scolaire d'un enfant et son éventuelle inscription à l'université.

Or, les palmarès de toutes sortes se bornent à mettre cette dernière en lien avec le type d'école secondaire fréquentée (privée ou publique), ce qui nourrit erronément le cercle vicieux évoqué plus haut.

En assurant la mixité au sein de chaque établissement du réseau commun, le plan d'École ensemble (dont une autre des propositions est d'offrir un libre choix de parcours particuliers à tous, sans sélection et gratuitement) instaure un nouveau cercle, vertueux celui-ci, qui tirerait à la hausse les résultats scolaires, la persévérance scolaire et la cohésion sociale.

Certaines résistances sont à prévoir. Mais dans un canton suisse où les bassins furent optimisés à la rentrée 2023, les explications et les bénéfices (proximité, groupes d'amis qui restent unis, temps de déplacement gagné, esprit de communauté, etc.) ont semble-t-il eu tôt fait d'effacer les craintes passagères des parents.

## Parfait ? Sans doute pas.

La perfection est impossible, et l'attendre confine à un immobilisme qui laisse les iniquités se creuser (et les plafonds pleins d'amiante s'effondrer). Pour Stéphane Vigneault, il faut bouger. Pas de nouveaux états généraux sur l'éducation pour souligner ce qu'on sait déjà, donc, il rêve plutôt d'une commission itinérante, qui mènerait des consultations « exactement comme ça a été fait pour la DPJ par Régine Laurent ; voici un plan, voici une solution à notre problème, qu'en pensez-vous ? Et on peaufine ».

Selon un sondage CROP commandé par École ensemble en 2022, 85 % des gens sont favorables au modèle proposé par le collectif. « Quand tout le monde est concerné, tout le monde a intérêt à ce que ça marche ; c'est comme le RQAP (Régime québécois d'assurance parentale) ! » s'exclame Stéphane Vigneault. A-t-on vraiment besoin de courage politique lorsque les vents sont favorables ?

Ce nouveau système ne sera bien sûr pas homogène comme du bon lait. Je lui fais remarquer qu'à cause de la lourdeur de l'administration scolaire publique, les écoles privées conventionnées ayant conservé leur modèle de gestion continueront à jouir d'une agilité enviable — mais Vigneault espère qu'on s'inspirera de ce modèle plutôt que de le laisser être avalé par la machine.

De plus, certaines écoles privées non conventionnées continueront d'accueillir les élèves de familles hautement favorisées ; un pourcentage « qui devrait plafonner à 6 ou 7 %, comme en Ontario », selon lui.

Pour l'heure, ce qui est certain, c'est que le temps presse — et que le plan d'École ensemble gagnerait à être plus largement discuté. L'éducation est une question de société ; il faut que tout le monde en parle. Si jamais l'émission du même nom cherche un invité...

Le collectif École ensemble a une proposition audacieuse, qui change du « définancement » unilatéral des écoles privées : créer un réseau commun subventionné à 100 %, auquel les écoles privées sont libres d'adhérer

## Fâchée et armée à la polyvalente

FREDÉRIQUE GIGUÈRE Le Journal de Montréal

### Une femme de 21 ans arrêtée après être allée menacer une adolescente à Deux-Montagnes

Une jeune femme de 21 ans a été arrêtée pour avoir agressé une adolescente et exhibé une arme à air comprimé devant une marée de jeunes dans une école secondaire de Deux-Montagnes, jeudi, dans ce qui a toutes les apparences d'une histoire d'intimidation et de racisme.

« Nous sommes intervenus rapidement à la demande de la direction de l'école », confirme l'inspecteur Jean-Philippe Labbé, responsable des enquêtes criminelles à la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes.

Lorsque les agents sont arrivés à la polyvalente Deux-Montagnes, située sur le chemin des Anciens, la jeune suspecte en question l'avait déjà quittée à bord d'une voiture.

Elle a été arrêtée quelques heures plus tard, en soirée, devant sa résidence de Saint-Jérôme.

Elle a été interrogée par les enquêteurs une partie de la soirée, puis libérée avec une promesse de comparaître.

Des accusations d'agression armée, de menaces et de possession d'arme dans un dessein dangereux pourraient être déposées contre elle.

« Elle a exprimé beaucoup de regrets, elle nous a raconté toute l'histoire et donné sa pleine collaboration », précise l'inspecteur Labbé.

#### PISTOLET À AIR COMPRIMÉ

Peu de temps après, son père a apporté l'arme en question au poste de police. Après vérifications, celle-ci s'est avérée être un pistolet à air comprimé.

« C'est pas possible de savoir si c'est une vraie arme ou pas dans un contexte comme ce qui s'est produit à l'école, explique le policier d'expérience. C'est connu que les fabricants de pistolets à air comprimé ou à plomb font tout ce qu'ils peuvent pour que leur produit ressemble le plus possible à une vraie arme à feu. »

L'histoire a débuté sur l'heure du dîner, lorsqu'une première altercation a éclaté entre la victime et une camarade de classe.

« Elle a traité un autre élève noir d'esclave et a dit le "mot en n" », dénonce l'adolescente de 15 ans avec qui Le Journal s'est entretenu. Celle-ci a fini par frapper l'autre jeune fille dans le ventre.

#### POUR « DÉFENDRE » SON AMIE

Quelques heures plus tard, la prévenue s'est présentée à la polyvalente avec une arme dans le but de « défendre » son amie qui aurait tenu des propos racistes et avait reçu un coup au ventre. La femme arrêtée n'a aucun antécédent judiciaire.

Une échauffourée a d'abord eu lieu entre elle et l'adolescente. Peu de temps après, la prévenue a sorti son arme, vraisemblablement afin de lui faire peur. Après l'avoir menacée et injuriée, elle a ensuite quitté les lieux.

Selon l'adolescente victime, la jeune femme de 21 ans lui proférait des menaces depuis environ deux semaines et affirmait connaître des membres de gang de rue de qui pourraient s'en prendre à elle.

Dans une brève déclaration hier matin, le Centre de services scolaires des MilleÎles a indiqué avoir agi rapidement afin de protéger les élèves.

« Après l'altercation, toute l'équipe-école s'est mobilisée pour encadrer l'ensemble des personnes impliquées dans la situation. Les enseignants et le personnel de soutien ont accueilli les questions et inquiétudes des élèves. Les suivis nécessaires seront faits sur la situation d'hier pour mieux comprendre les événements et éviter qu'une telle situation ne se reproduise. »

#### DEVANT LES CAMÉRAS

Même s'ils ne savaient pas à ce moment-là s'il s'agissait d'une vraie arme à feu, de nombreux adolescents se sont entassés autour des deux protagonistes pour assister à la scène.

Dans une vidéo diffusée sur la page Instagram wsclaval, on peut apercevoir des dizaines d'élèves, l'air plutôt calme, qui observent la chicane sans trop de craintes.

# CULTURE

## Voix unies pour la liberté sexuelle

Un livre collectif explore le champ des possibles situé en marge de l'ordre sexuel

CHRISTIAN SAINT-PIERRE  
COLLABORATEUR  
LE DEVOIR



COUP  
D'ESSAI

Nos sexualités sont traversées par des rapports de pouvoir qui les orientent, en marginalisant certaines pratiques et communautés et en en normalisant d'autres. Ces rapports produisent une hiérarchie sexuelle : c'est ce que nous appelons "l'ordre sexuel normatif". » Ce sont les mots que Chacha Enriquez a choisi de placer au tout début de son introduction de *Sexualités et dissidences queers*, le livre collectif que l'universitaire a coordonné et qui paraît ces jours-ci aux Éditions du remue-ménage.

En 2008, Chacha Enriquez quitte la France pour le Québec afin de terminer ses études puis, dès 2015, enseigne la sociologie queer à l'UQAM. « C'est le premier cours au Québec francophone à avoir le mot "queer" dans son titre », explique celui qui est militant queer depuis une vingtaine d'années. « C'est en préparant un autre cours, pour le collégial, que j'ai constaté qu'il y avait très peu d'essais parus au Québec et en français sur les sexualités queers, et encore moins qui sont accessibles, c'est-à-dire dont le ton ne serait pas trop théorique, pas trop scientifique. » Le livre est donc en bonne partie né du désir d'offrir du matériel pédagogique pour mieux comprendre et faire comprendre les sexualités queers. « C'est d'autant plus important, précise Chacha Enriquez, que la plupart des étudiantes et étudiants n'ont pas eu de cours d'éducation à la sexualité, ou alors seulement sous l'angle du danger. »

### Ouvrage de référence

Signés par des « dissidents et dissidentes de l'ordre sexuel », c'est-à-dire des personnes qui « résistent aux marginalisations sexuelles par leurs militantismes, leurs pratiques d'éducation à la sexualité ou leur travail universitaire », les quinze chapitres abordent une multitude de sujets. « J'ai moi-même appris beaucoup de choses en préparant le livre, reconnaît Chacha Enriquez. Mon souhait, c'est qu'il devienne un ouvrage de référence, qu'il incite d'autres personnes queers à publier, qu'elles se sentent légitimes de le faire, et qu'il permette à quiconque se pose des questions sur sa sexualité de trouver des outils de compréhension, d'analyse et de réflexion. L'emplacement de chaque chapitre a été pensé, mais on peut tout à fait commencer par le texte qui nous interpelle le plus. »

Le volumineux livre réunit vingt et une personnes lesbiennes, gaies, bissexuelles, aromantiques et asexuelles, travailleuses du sexe, séropositives, dans des relations polyamoureuses ou intergénérationnelles, amatrices de BDSM, de pornographie, de pratiques *kinky*, de *cruising* ou de *chemsex* qui réfléchissent à « la libération des prati-





ques sexuelles et amoureuses » à partir de la sociologie, de la sexologie, du travail social ou d'une perspective de terrain. Marie-Pier Boisvert, Mathilde Capone, Marianne Chbat, Julie Descheneaux, Jorge Flores-Aranda, Blake Gauthier-Sauvé, Marie Geoffroy, Stéphanie Gingras-Dubé, Adore Goldman, Julie Lavigne, Miko Lebel, Hugues LeFebvre Morasse, Sabrina Maiorano, Mélina May, Rossio Motta-Ochoa, Alex Nadeau, Gabrielle Petrucci, Gabrielle Richard, Em Steinkalik et Gui Tardif abordent les bisexualités, le plaisir, la culture du consentement, le *sexting*, le travail du sexe, le *cruising* gai, la pornographie, le polyamour, l'éducation à la sexualité, le *chemsex*, le BDSM et l'asexualité.

### Libération sexuelle ?

Alors que nous vivons dans une société qui se dit et se pense libérée sexuellement, l'ouvrage apporte quelques nuances importantes. « La plupart des normes sexuelles agissent avec moins de rigueur qu'avant, commence par reconnaître Chacha Enriquez. Cela dit, en ce qui concerne la sphère publique, comme le travail du sexe, le *cruising* gai ou le *sexting*, on remarque une hausse des formes de criminalisation. Chaque fois, les autorités prônent l'abstention plutôt que la réduction des méfaits. On observe aussi une hausse de la mononormativité, de plus en plus d'attaques contre la fluidité

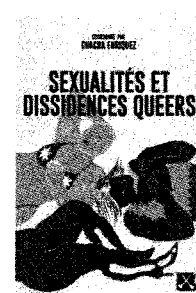
des sexualités, des amours et des genres. Il y a là un nœud de régulation que la recherche que nous avons réalisée fait manifestement ressortir. »

À la suite des mobilisations conservatrices qui se sont organisées dans le monde entier, Chacha Enriquez a choisi d'ajouter à l'ouvrage un chapitre, cosigné avec Gabrielle Richard, sur le « *backlash* hétérocisnormatif ». « Chez nous, on sent que les élites

conservatrices, afin de prendre le pouvoir ou de le garder, cherchent à mobiliser une base électorale autour du renforcement des normes de genre. La création de cette panique morale, c'est bien entendu la démarche de Pierre Poilievre, mais c'est aussi le jeu de la CAQ et du PQ, pour qui la prochaine élection va se jouer à qui sera le plus transphobe. Tout cela a pour objectif de produire de l'animosité contre les personnes trans et à faire taire les communautés LGBTQ+. Alors qu'on est en pleine crise économique, écologique et du logement, Bernard Drainville s'attaque aux toilettes mixtes dans les écoles. Voilà un parfait exemple de détournement d'attention. »

En ce qui concerne le genre, Chacha Enriquez accueille l'incompréhension d'une partie de la population : « C'est normal que des gens se sentent inquiets, confus, qu'ils se posent des questions, mais ça ne justifie en rien l'hostilité, l'intimidation et la violence.

Ce que le livre, qui est lui-même le fruit d'une concertation entre dissidents et dissidentes sexuelles, pourrait accomplir de plus important, c'est jeter des ponts entre les communautés. » À ce sujet, Chacha Enriquez écrit dans son introduction que « nous souhaitons créer un espace de dialogue, afin de pouvoir renforcer l'exploration et l'affirmation de nos plaisirs, de nos désirs et de nos limites. Et nous espérons que cette lecture de réflexions critiques ouvrira des brèches vers plus de liberté sexuelle. »



### Sexualités et dissidences queers

Coordonné par Chacha Enriquez, Éditions du remue-ménage, Montréal, 2024, 456 pages. Lancement à Sherbrooke (Café 440) le 15 avril, à Québec (Saint-Suave librairie-café) le 18 avril, à Rimouski (Bains publics) le 25 avril et à Rivière-du-Loup (bibliothèque Françoise-Bédard) le 26 avril.

# LEDEVOIR

## Six enfants rapatriés de Syrie sans leur mère

Âgés de 5 à 12 ans, ces enfants d'ex-djihadistes seront pris en charge par la DPJ, la GRC et la clinique Polarisation

LISA-MARIE GERVAIS

### LE DEVOIR

Ils ont vécu l'indicible, dans des conditions innommables. Détenus depuis plusieurs années dans un camp, en Syrie, où sont emprisonnés certains combattants du groupe armé État islamique (EI) et les membres de leur famille, six enfants âgés de 5 à 12 ans seront rapatriés prochainement au Canada, sans leur mère québécoise. Ils seront pris en charge par le Directeur de la protection de la jeunesse (DPJ) et la GRC, en partenariat avec la clinique Polarisation de Montréal, qui soutient les gens touchés par la radicalisation.

« C'est dommage que ces enfants-là reviennent si tard, mais il faut qu'ils soient bien accueillis », a dit Cécile Rousseau, pédopsychiatre et directrice de la clinique de Polarisation au CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-deMontréal.

En mars 2019, après la chute de Baghouz, en Syrie, dernier bastion du groupe EI — aussi connu sous le nom de Daech — tout près de la frontière irakienne, les quelques djihadistes survivants et leurs familles se sont ajoutés aux autres déjà détenus dans les camps d'Al-Roj et d'Al-Hol, contrôlés par les Kurdes. Au même moment, à Montréal, devant la pression grandissante pour que le Canada rapatrie les femmes et les enfants d'origine canadienne, un protocole se mettait en place entre la DPJ, la GRC et la clinique Polarisation, qui se préparaient à les accueillir.

« À l'époque, on savait que la plupart des Canadiens qui avaient été affiliés à Daech étaient des femmes et des enfants. Et il y a eu tout un processus pour se demander ce qui serait optimal pour recevoir ces personnes rapatriées », a expliqué Mme Rousseau. « Nous avons deux objectifs : le meilleur intérêt de l'enfant et une réintégration sociale optimale qui vise à la fois le bien-être des sujets qui reviennent et la sécurité des Canadiens. »

Depuis 2020, près d'une trentaine de ces ressortissants canadiens détenus dans ces camps du nord-est de la

Syrie — des enfants en majorité — ont été rapatriés à Montréal, des retours tantôt médiatisés, tantôt passés sous le radar.

Surpeuplé et insalubre, ce lieu de détention, ainsi que d'autres, a vu des enfants mourir de malnutrition et de déshydratation, selon un jugement de la Cour fédérale canadienne. À Al-Roj, les enfants, non scolarisés et privés de soins de santé, souffrent de maladies respiratoires causées par les émissions des champs pétrolifères à proximité.

### Séparés de leur mère

La mère québécoise de six enfants, dont l'identité ne peut être révélée, se sera finalement résolue à laisser aller ses enfants. Le gouvernement canadien refuse son retour au pays, car elle présenterait un risque pour la sécurité nationale, explique son avocat, Lawrence Greenspon. L'année dernière, elle avait été mise devant un « choix impossible », dit-il : laisser ses enfants rentrer au Canada sans elle, ou les garder dans le camp d'Al-Roj.

« La mère avait refusé que ses enfants soient rapatriés si elle n'était pas avec eux. Mais récemment, elle est sortie du camp de détention et m'a donné les instructions de consentir au rapatriement de ses enfants sans elle », a expliqué M Greenspon, qui a aidé au retour de près de 30 femmes et enfants. « Malheureusement, la position du gouvernement [sur le rapatriement de la mère] n'a pas changé. »

Selon la pédopsychiatre Cécile Rousseau, priver un enfant mineur de son parent est un « énorme facteur de risque » qui peut nuire à l'intégration. « Le lien d'attachement, c'est ce qu'il y a de plus important pour un enfant. La littérature nous le dit : c'est plus difficile pour des enfants de se retrouver comme des orphelins, dans l'instabilité, dit-elle. Le défi majeur sera de rétablir les figures parentales. »

La décision de la mère de se séparer de ses enfants a dû être d'autant plus difficile à prendre que celle-ci serait lourdement handicapée, a confirmé son avocat au Devoir, et qu'elle a besoin de l'aide de ses enfants pour se déplacer. Elle serait aussi déchirée par le fait que sa progéniture sera placée en famille d'accueil, n'ayant aucun proche au Canada.

Les enfants seront vraisemblablement placés dans diverses familles, sélectionnées par la DPJ, qui « respectent leur foi ». « Mais d'autres vont être en révolte et il faut leur permettre d'être de vrais ados qui jouent au basket et font autre chose », a dit Mme Rousseau.

En plus d'un suivi psychologique pour les enfants par l'art-thérapie ou le jeu, la clinique Polarisation offrira un soutien aux écoles, notamment pour outiller le personnel à mieux les accompagner. « Il faut bien comprendre d'où ils viennent, comment interpréter certains comportements, de repli, de peur. Certains enfants n'ont jamais vu de voitures ou à peu près jamais, jamais eu d'électricité, de salle de bain. Le choc est énorme ! »

#### **Pas des terroristes**

Mme Rousseau insiste sur le fait que les enfants qui reviennent ne sont pas des terroristes et qu'ils doivent être protégés. « Ils se sont retrouvés dans des circonstances difficiles, ont eu des parents qui ont fait le choix de partir [combattre en Syrie] », dit-elle. Et comme

pour n'importe quel Canadien qui contrevient à la loi, le droit à la réhabilitation existe. « [Les parents] ont le droit à une deuxième chance. »

Au printemps 2023, deux des quatre femmes rapatriées au Canada avec leurs enfants ont été arrêtées en arrivant au pays, mais ont été relâchées à certaines conditions, dont celle de ne pas troubler l'ordre public.

Cécile Rousseau comprend les peurs entourant ces retours. Mais l'expérience montre que la réintégration de ces enfants à la société québécoise fonctionne. « En 2019, on était dans l'inconnu, mais maintenant, on peut vous dire que oui, ça marche. Oui, on peut réintégrer ces enfants-là et leurs mamans, qui peuvent redevenir des citoyens valorisés et qui ont un grand potentiel. »

Malgré le petit nombre de personnes observées, les indicateurs cliniques montrent que le modèle a fait ses preuves, assure-t-elle. « On ne veut pas remplacer tous les services, mais l'idée, c'est que [la clinique] facilite et maximise les chances d'intégration dès le début, poursuit Mme Rousseau. Parce que c'est beaucoup plus dur de réparer. »

Interrogé sur la prise en charge des enfants et les raisons de ne pas rapatrier leur mère, Affaires mondiales Canada n'a pas répondu aux questions du pour des raisons de confidentialité.



## Meilleure chance la prochaine fois

Tous les enfants du Québec n'ont pas eu la chance d'observer l'éclipse solaire : dans certains cas, les écoles étaient fermées ; dans d'autres, on a recommandé aux écoles d'éviter les activités extérieures. Certaines ont même décidé que les élèves regarderaient un film pendant l'éclipse. Le premier ministre François Legault a

souligné que le Québec « n'a pas une grande expérience des éclipses totales ». En souriant, il a ajouté que le réseau scolaire serait mieux préparé en 2106. « Il y en a peut-être qui n'ont pas trouvé le moyen d'avoir des lunettes pour tout le monde, là. Donc, dans 82 ans, je suis certain qu'on va être mieux équipés », a-t-il laissé tomber.

## Deborah De Braekeleer remplace dans sa propre classe

Sarah-Eve Charland | Le Courrier

La participante de l'émission *Survivor Québec* Deborah De Braekeleer a été réembauchée par le Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe (CSSSH) où elle commencera par occuper des remplacements. Le 8 avril, elle a donc pu commencer son premier contrat dans sa propre classe.

« Elle se remplace. C'est drôle à dire, mais c'est la réalité », admet le président du Syndicat de l'enseignement Val-Maska, Patrick Théroux.

Elle a donc dû envoyer sa candidature et une lettre de motivation pour être engagée par le CSSSH. Le service des ressources l'a même contactée pour lui poser quelques questions sur ses disponibilités. Coup de chance, un contrat correspondait à ce qu'elle recherchait, soit une classe de 3<sup>e</sup> année à l'école Saint-Thomas-d'Aquin. C'était la classe qu'elle occupait avant de partir pour participer à la télé-réalité.

Elle devra donc traverser à nouveau le processus de probation dans lequel elle sera évaluée à deux reprises avant d'être admissible à un poste permanent. D'ici là, le poste attribué à cette classe pourrait être ravi par un enseignant ayant plus d'ancienneté à la prochaine rentrée.

Afin de respecter son contrat avec l'émission, Mme De Braekeleer préfère ne pas commenter la situation.

« Suivant une rupture de contrat, il est possible pour un enseignant de soumettre une nouvelle demande d'embauche, mentionne la porte-parole du CSSSH, Esther Charrette. Dans le présent cas, et sans rentrer dans les détails, cette demande a été réalisée à la fin de la semaine dernière et, dès lors, une entente a été convenue entre les parties. Mme De Braekeleer a réintégré

l'organisation et est de retour en classe depuis lundi matin. »

Rappelons que Deborah De Braekeleer avait demandé un congé sans solde pour participer à la populaire émission *Survivor Québec* sur les ondes de Noovo. Bien que sa demande ait été approuvée par la direction de l'école, elle a été refusée au CSSSH. L'enseignante avait elle-même réglé tous les détails avant de partir, dont le choix de remplaçantes légalement qualifiées. Il y a quelques semaines, le conseil d'administration (CA) du CSSSH a tout de même choisi de la remercier.

Le Syndicat a déposé un grief. « On fait nos démarches dans le but qu'elle retrouve ses acquis. Le processus suit son cours. On va analyser la situation avec les services juridiques. Le chemin qui s'offre à nous, c'est celui du juridique », poursuit M. Théroux.

Depuis la publication d'un article à travers nos pages, la nouvelle s'est propagée au Québec. L'animateur Patrick Lagacé en a parlé au 98,5 FM et l'animateur de *Survivor Québec*, Patrice Bélanger, a qualifié cette nouvelle « d'aberrante » à l'émission *Tout le monde en parle*. Une pétition a été lancée, réclamant le retour de l'enseignante sans perte d'ancienneté. Au moment de mettre sous presse, plus de 4300 personnes avaient signé la pétition.

Membre au CA du CSSSH, Joël Bélanger est conscient de l'impact créé par la décision de l'organisation. Il s'était d'ailleurs prononcé en défaveur du congédiement de Mme De Braekeleer.

« Je suis en discussion avec le directeur général [Jean-Pierre Bédard] pour essayer de faire un bilan de la situation. On en parle partout. Ça ne s'arrêtera pas. Pour des raisons que j'ignore, il ne semble pas vouloir bouger. On veut qu'elle revienne dans son poste. Si ça ne marche pas, on va aller voir le ministre de l'Éducation. La

communauté est soudée et est derrière elle », soutient-il.

Le président du syndicat fait les mêmes observations. Il n'y a aucun dialogue avec le CSSSH. « C'est une réflexion que le CSSSH devrait avoir. S'ils acceptent les congés, ça va permettre d'améliorer l'attraction du personnel. Un moment donné, il va falloir quelque chose pour se démarquer en tant qu'employeur. Ce n'est pas avec les conventions collectives puisque tout le monde a la même convention collective. »

### ADMINISTRATEUR SANS POUVOIR

M. Bélanger représente les parents d'élèves et le secteur Saint-Thomas-d'Aquin au CA. Il avait demandé à ce que son opposition au renvoi de l'enseignante paraisse au procès-verbal, ce qui n'a pas été respecté. Dans la résolution, il est écrit que « les membres du conseil d'administration, après de mûres délibérations, proposent de résilier le contrat d'engagement de Mme De Braekeleer », sans préciser le résultat du vote à sept contre cinq. « Je vais vérifier. Il est certain que je veux que mon nom soit ajouté. »

Ayant lui-même une expérience dans le domaine syndical, M. Bélanger estime que la décision de congédier l'enseignante était abusive. Il affirme avoir levé sa main en séance du conseil d'administration pour demander un amendement.

« On m'a répondu que ce n'était pas mon rôle. Tout ce que je pouvais faire, c'était accepter ou refuser la résolution. En arbitrage, ils vont perdre. [Ce lundi], j'ai dit au directeur général qu'il devait proposer une entente dès aujourd'hui à Deborah parce que le CSSSH va perdre en arbitrage. M. Bédard est capable de faire quelque chose », déplore M. Bélanger.

LE COURRIER a demandé une entrevue avec la direction générale et le service des ressources humaines du CSSSH, mais a reçu une réponse négative. On considère que le CSSSH est lié à des obligations de confidentialité. ←

# À qui la faute?



Que ce soit avec la rénovation de son siège social ou sa décision de maintenir les écoles ouvertes la journée de l'éclipse, le Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe a fait jaser pas mal récemment, mais jamais aussi négativement qu'avec le congédiement d'une enseignante au primaire, Deborah De Braekeleer.

Son crime? Avoir demandé un congé sans solde pour participer à une émission de télé-réalité, se l'être fait refuser, puis avoir décidé, sachant qu'elle s'exposait à un congédiement pour rupture de contrat, d'abandonner sa classe pendant quelques semaines à une enseignante retraitée. Cette dernière avait été recrutée par Mme De Braekeleer en dehors de l'environnement immédiat du Centre de services scolaire afin d'éviter de solliciter une remplaçante sur la courte liste de rappel. Malgré toutes ses précautions, Mme De Braekeleer s'est butée aux règles et à l'intransigeance du Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe qui a mis sa menace à exécution en confirmant son renvoi. Est-ce décevant? Absolument.

Faut-il s'étonner d'autant de rigidité administrative? Pas tant.

Il faut savoir que, depuis la pandémie, le service des ressources humaines du CSSSH appliquerait la ligne dure au niveau des congés sans solde et des vacances, pénurie de personnel oblige. C'est connu et accepté, même du syndicat des enseignants. Peu importe la raison, à part sur présentation d'un billet de médecin, les employés sont priés de considérer

que les congés ne sont pas autorisés. Les directions d'école ont bien un droit de gérance limité qui leur permet d'autoriser les vacances de quatre jours ou moins, mais passé ce seuil, la décision est laissée au bon jugement (!) des ressources humaines. Et puisque le CSSSH compte près de 3350 employés, on ne prend pas trop la liberté de tracer la ligne entre ce qui est acceptable ou pas, voire de considérer ce qui serait bon ou mauvais pour l'image du CSSSH. C'est plus simple et plus rapide de dire non.

Vrai, si le congé de Mme De Braekeleer avait été autorisé dès le départ, il n'y aurait pas eu de bombe nucléaire au niveau des communications. Mais blâmer la direction des ressources humaines pour ce fiasco est trop facile. C'est le conseil d'administration qui doit porter l'odieux de cette affaire pour avoir confirmé le renvoi plutôt que de recommander une sanction moins radicale comme un simple blâme ou, à la limite, une suspension. Divisé sur la question, le conseil d'administration n'a pourtant rien corrigé du tout. Il aurait pu et dû. Et personne n'aurait trouvé à redire, à part quelques profs jaloux. Le public, lui, aurait salué la bonne gouvernance. Même que le CSSSH aurait pu profiter de la visibilité gratuite que lui procurait la participation de l'une de ses enseignantes à une populaire émission de télévision, où elle ne déshonore pas sa profession ni son organisation, pour rehausser son image. Un collège privé de Montréal a eu ce flair dans une situation similaire, alors que chez nous, tout le contraire est arrivé. La réputation du CSSSH en a pris pour son rhume, et ce, même si Mme De Braekeleer a pu retrouver sa classe de troisième année à l'école Saint-Thomas-d'Aquin.

Est-ce un revirement de situation provoqué par la mauvaise presse, par l'appui de la Team Deb de son école ou par une pétition? Plutôt une sorte d'arrangement

auquel souscrit une enseignante qui se retrouverait devant rien et une classe à l'abandon. Une enseignante compétente, dévouée et appréciée qui terminera l'année avec ses élèves, mais qui ne sait pas trop ce que lui réserve l'avenir et si elle récupérera son ancienneté perdue. Sa sanction demeure et la ramène à la case départ. Et on la traite comme un enfant d'école au moment de la réintégrer. Complètement ri-di-cule.

Avec ce fiasco sur le plan de l'image, le CSSSH vient de bousiller tous les efforts de recrutement qu'il a consacré ces dernières années pour se donner des airs d'employeur de qualité. Dépourvu de leadership dans ce dossier, le directeur général du CSSSH, Jean-Pierre Bédard, n'a pas eu le courage d'assumer ses responsabilités. Il a préféré serrer les fesses et attendre que la tempête passe.

Sur le plan stratégique, en voilà un qui est très mal conseillé et qui n'aurait certainement pas fait long feu à *Survivor Québec*. ←

ICI  RADIO-CANADA

## Pas de transport scolaire mardi et mercredi pour Autobus Québec Métro 2000

JÉRÉMIE CAMIRAND

Toujours incapables de s'entendre sur une première convention collective, les chauffeurs et chauffeuses d'Autobus Québec Métro 2000 seront en grève mardi et mercredi prochain. Le transport des élèves ne sera pas assuré pendant ces deux jours.

À la suite d'une rencontre infructueuse vendredi avec la partie patronale, la soixantaine d'employés de la compagnie de transport scolaire a décidé d'un débrayage de deux jours, les 16 et 17 avril, la semaine prochaine.

Nous avons eu une rencontre en médiation avec la partie patronale, rencontre qui n'a absolument rien donné, explique Chantale Martel, membre du syndicat qui représente les chauffeurs. Aucune nouvelle offre, et de plus, ils se sont présentés en retard à la rencontre, déplore-t-elle.

Depuis la fin mars, les syndiqués exercent toutefois d'autres moyens de pression : certains trajets ont été arrêtés alors que des retards volontaires, sur l'heure du midi, ont été constatés par l'employeur.

Autobus Québec Métro 2000 dessert les centres de services scolaires de la Capitale, des Premières-Seigneuries et Central Québec.

Les centres de services scolaires et l'employeur sont déjà au courant, quoi qu'ils en disent, ajoute Mme Martel.

### Les parents laissés à eux-mêmes

Cette grève et ces négociations difficiles laissent les parents dans une position complexe, comme en atteste Karine Flamand, mère de trois jeunes enfants d'âge primaire et secondaire.

Il faut aller porter les plus jeunes à l'école. Après ça, il faut aller porter la plus vieille. Les plus jeunes vont dîner chez les grands-parents. [...] En fin de journée, il faut aller chercher les plus jeunes à 15h22 et la plus grande vers 16h30, mentionne-t-elle.

La mère de famille dénonce également le manque de communication des écoles et du centre de services scolaire.

Comment on tient les parents au courant? Là, c'est un peu catastrophique. On se serait attendu à peut-être avoir des communications officielles de l'école, du centre de services scolaire, on n'a rien du tout, explique-t-elle.

Elle espère simplement un règlement rapide. On a juste hâte que ça se règle, ça fait déjà trois semaines. [...] C'est l'enfer, déplore Karine Flamand.

### Une première convention collective

Depuis l'été dernier, les employés tentent de signer une première convention collective. Un conciliateur a été nommé depuis, mais sans succès.

Autobus Québec Métro 2000 déplore les moyens utilisés par les syndiqués, au détriment des enfants, des parents, des centres de services scolaire et de l'employeur, sans préavis, ce qui aurait pu permettre une meilleure planification et ainsi de diminuer le stress subi par les enfants et parents, a mentionné l'employeur.

Le transporteur négocie de bonne foi pour parvenir à une entente favorable pour les parties et a espoir que cela sera possible grâce à la contribution du conciliateur, a rapporté Autobus Québec Métro 2000.

*Avec les informations de Félix Morissette-Beaulieu et Flavie Sauvageau*

## Sports

# Lutter contre le décrochage, un ballon à la fois

Par Mikaël Lalancette, Le Soleil

Le sport est un moyen efficace de favoriser la persévérance et la réussite scolaires des jeunes et l'organisme *Le Diplôme avant la Médaille* (DAM) en fait la preuve depuis 12 ans dans la région de Québec.

Associé à quatre écoles secondaires de Québec et une de Lévis, DAM a une impressionnante feuille de route depuis sa création en 2012. Chez les 1700 jeunes étudiants-athlètes parrainés, le taux de persévérance scolaire frôle la perfection, à 97 %.

Le concept est tout simple : les sportifs pris en charge profitent de services d'aide aux devoirs et d'un suivi scolaire personnalisé, en plus d'être accompagnés par des tuteurs bénévoles dans leur parcours académique.

La recette éprouvée a changé les mentalités sur le terrain. «C'est maintenant vu comme une force d'aller chercher de l'aide quand ils ont de la difficulté au lieu d'attendre l'échec», explique la fondatrice et directrice générale de l'organisme, Béatrice Turcotte-Ouellet.

**«Dans notre société de performance, ç'a changé la perception par rapport à tout ça.»**

— Béatrice Turcotte-Ouellet

### Une vraie différence

Le cas de Maïka Noël, une étudiante-athlète de volleyball à l'école secondaire Roger-Comtois en est un bon exemple. Soutenue par DAM depuis trois ans, l'adolescente de Québec a pu garder de bonnes notes tout en vivant sa passion et ce même si de petits creux de vague sont survenus au milieu de l'année scolaire.

«Ça nous aide à rester motivés tout au long de l'année, raconte celle qui lorgne du côté des sciences de la nature au collégial. C'est parfois difficile de se concentrer sur les études quand on est vraiment passionné par notre sport. J'ai parti l'année très fort, mais en milieu d'année, il y a eu le petit passage à vide... mais DAM était là pour me rappeler l'importance de mes notes.»

Depuis 2019, l'organisme met sur pied des «activités récompenses», des journées durant lesquelles les

jeunes entendent des étudiants-athlètes d'équipes sportives, comme celle du Rouge et Or, parler de leur parcours personnel. Divisés en équipes, jeunes et moins jeunes pratiquent leur sport préféré dans des mini-tournois compétitifs dans une ambiance bon enfant.

### Lamarche dit toujours oui

Samedi, ils étaient d'ailleurs 150 passionnés de volleyball du secondaire à échanger et à jouer au ballon sur le campus de l'Université Laval. Les sourires étaient sur toutes les lèvres, dont celles de Béatrice Lamarche, joueuse de cinquième année de la formation féminine de volleyball du Rouge et Or.

«C'est gratifiant pour moi de participer à tout ça, disait celle qui agissait comme mentor auprès des jeunes visiteurs. Ça me tient vraiment à cœur. Quand j'avais leur âge, je n'avais pas ça, c'était plus ma mère qui jouait ce rôle-là ! Plusieurs personnes m'ont aidée dans mon parcours et de savoir que je peux contribuer un tout petit peu à ce mouvement-là, c'est important.»

Tout, selon elle, repose sur la confiance. «Ça m'arrive encore, à l'université, d'être un peu trop dans ma tête et je dois encore me rappeler qu'il faut avoir du plaisir, souligne Lamarche. Si c'est vrai à 24 ans, c'est encore plus vrai à 13, 14, 15 ou 16 ans.»

**«Il y a une grosse part liée à la confiance là-dedans.»**

— Béatrice Lamarche

Financé par la Ville de Québec, *Le Diplôme avant la Médaille* s'est associé aux clubs de basketball, de volleyball et de soccer de l'Université Laval, un partenariat qui pourrait être étendu à un plus grand nombre d'écoles si le financement pouvait être pérennisé dans les prochaines années.

Les besoins sont énormes, en particulier depuis la pandémie, durant laquelle les problèmes liés au stress et à l'anxiété et les retards scolaires ont beaucoup augmenté. La situation a été exacerbée par la grève des enseignants des derniers mois.



La grande patronne de DAM, Béatrice Turcotte Ouellet, ne perd pas espoir de réaliser un grand objectif, à moyen et long terme, soit de pouvoir étendre le programme dans de nouvelles régions.

Une grande victoire à aller chercher, un ballon à la fois !

# École secondaire de Matane : « On essaie de revenir à la normale »

Pierre Chapdelaine de Montvalon

Le Centre de services scolaire (CSS) des Monts-et-Marées travaille à ramener une certaine normalité à l'école secondaire de Matane à la suite du confinement barricadé survenu mardi dernier.

La direction du CSS a décidé d'ouvrir exceptionnellement l'école samedi matin pour permettre aux élèves et aux parents qui en ressentaient le besoin de se présenter sur les lieux.

En tout, 38 élèves ne sont pas revenus à l'école depuis mercredi matin.

C'est ce qu'indique la directrice générale par intérim du CSS, Marie-Pierre Guénette, qui précise que les motifs d'absence ne sont pas nécessairement tous reliés à l'événement de mardi. Les familles de ces 38 élèves ont été contactées jeudi pour leur offrir la possibilité de revenir sur les lieux samedi.

Quatre familles se sont présentées à l'école samedi matin. Trois intervenantes du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) du Bas-Saint-Laurent étaient sur place.

Chacun n'est pas à l'aise d'avoir des réactions devant les autres. Ce matin, le but était, dans un objectif de confidentialité, que les gens puissent venir chercher de l'aide, autant pour les élèves que pour les parents, explique la directrice générale par intérim. Des membres du personnel se sont aussi absentés le lendemain du confinement barricadé. Une situation comme celle-là, ça demande beaucoup durant l'événement et après l'événement, ajoute Marie-Pierre Guénette en saluant le professionnalisme des équipes dans l'accompagnement des élèves et des parents.

Un retour en classe rapide a d'ailleurs été préféré par le CSS. Dès le lendemain de l'événement, les élèves étaient de retour à l'école secondaire.

Certains élèves auraient pu vivre cette journée seuls à la maison, parce que les parents travaillaient. Donc on préférerait permettre aux élèves de réintégrer [l'école] tout de suite dans un but d'offrir des services et de s'assurer

que tout le monde allait bien, explique Marie-Pierre Guénette.

La directrice générale n'a pas voulu indiquer si les deux jeunes arrêtés par la Sûreté du Québec à la suite des événements sont retournés à l'école, invoquant l'enquête du corps policier.

Les communications ont été faites

Questionnée sur les critiques adressées quant à la communication du CSS, Marie-Pierre Guénette défend ses équipes.

Elle rappelle que la direction de l'école secondaire a informé très tôt les parents que l'établissement était en confinement barricadé. Elle ajoute que le CSS a ensuite communiqué avec eux lors du déconfinement des élèves, puis plus tard en fin de journée.

Entre le début et la fin de l'événement, c'est la Sûreté du Québec qui a pris en charge les communications. Nous n'avons pas eu tant d'informations quand le confinement barricadé se déroulait, précise-t-elle.

Pour nous, les communications ont été faites.

Une citation de Marie-Pierre Guénette, directrice générale par intérim du Centre de services scolaire des Monts-et-Marées

Retour à la normale

Au cours des jours qui ont suivi l'événement, la priorité n'a pas été accordée aux apprentissages scolaires mais plutôt au fait de prendre soin des gens, selon la gestionnaire.

Vendredi après-midi, il y avait des activités déjà prévues et qui tombaient à point : une activité de cabane à sucre, des jeux, des choses comme celles-là, pour permettre justement aux étudiants de renouer avec les amis, l'école, le personnel, explique-t-elle.

Lundi et mardi, les services psychosociaux du CISSS du Bas-Saint-Laurent seront encore sur place à l'école.

Pour les élèves, il y aura la poursuite des services avec nos employés. Pour le personnel, ça va se passer soit

avec le CISSS, soit avec le programme d'aide aux employés, détaille Marie-Pierre Guénette. Un arrêt pédagogique va aussi être ajouté vendredi prochain pour permettre au personnel de souffler un peu. On sent que notre personnel est un peu fatigué, explique la directrice générale par intérim.

Selon elle, les besoins en services d'accompagnement seront évalués au jour le jour avec la direction de l'école secondaire.

Depuis le début, on a fait une intensification des mesures, les policiers ont été là. À un moment donné, on a fait de l'estompage. Au début, tous les services étaient là, en grand nombre. Puis on a demandé aux gens du CISSS d'enlever leur dossard blanc, de se mêler à la population étudiante, explique-t-elle.

On essaie de revenir à la vie normale, tranquillement.

Une citation de Marie-Pierre Guénette, directrice générale par intérim du Centre de services scolaire des Monts-et-Marées

Les policiers ne devraient pas être présents à l'école en début de semaine, ajoute-t-elle.

Le Centre de services scolaire va effectuer au cours des prochaines semaines un bilan approfondi du confinement barricadé.

Marie-Pierre Guénette indique qu'elle veut que chaque école du CSS fasse au moins un exercice de confinement barricadé par année.

## Actualités locales

# Le déplacement d'une classe pour enfants à défi particulier sème l'émoi

Par Pascal Faucher, La Voix de l'Est

«Si le système scolaire ne peut pas assurer de stabilité pour notre enfant, c'est aberrant! Ça ne fait aucun sens pour nous.»

Carolanne Gaudreau déplore une récente décision du Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs, en Estrie, de transférer deux classes d'élèves ayant une déficience intellectuelle moyenne (DIM) dans une autre école de Granby où ce type de clientèle sera en plus grand nombre.

Hormis les contrecoups de ce changement annoncé pour des enfants qui ont un grand besoin de stabilité, la mère de famille de Bromont estime que la perte de diversité sera également dommageable pour son fils Noah, 7 ans, qui est trisomique.

«Il joue très bien avec les enfants neurotypiques dans la cour d'école, précise-t-elle. Il s'est fait des amis. Je trouve que ça vient recréer ce qu'on faisait dans les années 1970, quand on regroupait tous les élèves à besoin particulier dans une seule école.»

Les deux classes DIM de l'école Saint-Jean doivent être déplacées à l'école de l'Étincelle, pavillon Saint-Luc, à la prochaine année scolaire, lui a indiqué Val-des-Cerfs par lettre. Une quinzaine d'enfants sont concernés.

### Trois mois

«Au dernier transfert, de Bromont à Granby, ça nous a pris trois mois pour faire comprendre à Noah pourquoi il avait changé d'école», dit Mme Gaudreau, qui n'a pas encore parlé à son fils de la situation.

«Il ne comprenait pas pourquoi il perdait tous ses amis. L'an prochain, il repartira à zéro. Je devrai encore gérer des larmes et des crises.»

«Mon conjoint et moi, on a appris cette décision depuis trois semaines et ça fait trois semaines qu'on ne dort pas. C'est énormément de stress.»

Selon elle, Val-des-Cerfs veut «rassembler les expertises» pour ce type de classe à l'école de

l'Étincelle. «Mais ça fonctionne très bien à l'école Saint-Jean.»

«C'est une décision qui n'affectera pas seulement les enfants, mais tout leur entourage», signale une autre mère touchée, Isabelle Leclair, de Granby.

Son fils Danick, 9 ans, fréquentait l'école Saint-Jean depuis quatre ans. Son développement est celui d'un enfant de 18 mois à trois ans.

«Ça va bien cette année, il connaît sa routine, il vit sa plus belle année à l'école. Il commençait à être capable de s'occuper tout seul avec ses jouets. Ce sera fini, ça.»

«Et il ne parlait pas à son arrivée à Saint-Jean, ajoute Mme Leclair. Là, il parle un peu avec son enseignante. Il va reculer dans ses apprentissages.»

Cynthia Pollender, dont le fils fréquente aussi une classe DIM à l'école Saint-Jean, souligne qu'il y a à cette école «une intégration à la vie des autres groupes».

Le changement annoncé «va les faire régresser», croit-elle.

### «Tirer vers le bas»

Conseillère à l'inclusion scolaire et sociale à la Société québécoise de la déficience intellectuelle et chargée de cours au Département d'éducation et de formation spécialisée de l'UQAM, Lorraine Doucet est elle aussi critique de cette annonce.

«Déraciner 15 enfants d'une école où l'inclusion se fait, je trouve ça abominable», dit l'enseignante et conférencière.

Les classes DIM existent depuis 30 ans dans cette école et «elles sont partie prenante des autres classes».

De plus, amener les élèves dans un autre établissement où les enfants à défi particulier sont plus nombreux et les besoins, plus grands, c'est «les tirer vers le bas».

«Ils sont un peu perdants sur les deux tableaux», dit Mme Doucet.

Du côté de Val-des-Cerfs, on se limite à dire qu'une rencontre est prévue lundi prochain avec les parents concernés.

«Avant d'aller plus loin, nous souhaitons laisser une chance à cet exercice de dialogue», indique Audrey

Leboeuf, coordonnatrice intérimaire aux communications pour le centre de services scolaire.

Lorraine Doucet souhaite de tout cœur qu'une autre solution puisse être envisagée.

«Quand on peut dialoguer, la décision peut toujours être améliorée», dit-elle.

Section Jeunesse Desjardins

## Meilleurs élèves en boucherie : la créativité comme bougie d'allumage

Par Amélie Houle, Le Nouvelliste

La Mauricie pourrait-elle compter dans ses rangs les meilleurs bouchers du Québec prochainement? S'il est encore difficile de le confirmer à l'heure actuelle, tout porte à croire que Logan Lessard et Noah Bussières, deux étudiants du Centre de formation professionnelle Bel-Avenir de Trois-Rivières en boucherie de détail pourraient le devenir, eux qui ont récemment remporté le prestigieux titre de Meilleurs élèves en boucherie de détail.

Rencontrés quelques jours après la compétition mise sur pied il y a deux ans par l'Association des détaillants en alimentation du Québec, les deux élèves qui s'apprentent à terminer au mois de mai leur diplôme d'études professionnelles avaient encore peine à croire qu'ils avaient été sacrés Meilleurs élèves en boucherie.

«On est débutant et on est considéré comme les meilleurs du Québec, c'est une belle fierté», avoue Noah qui caresse le souhait de devenir boucher dans le futur, lui qui a déjà la chance depuis quelques années de travailler dans la boucherie d'un supermarché. «Moi je trouve ça encore difficile de me dire qu'on est les meilleurs des dix cohortes. C'est le fun, mais ça ne me rentre pas dans ma tête encore», mentionne pour sa part son coéquipier Logan.

Mais malgré le prestigieux titre, la tâche des deux coéquipiers de la Mauricie, qui affrontaient 10 autres équipes québécoises, était loin d'être mince

Dans le cadre de deux différentes épreuves, l'une en lien avec la coupe et la préparation, et l'autre consacrée au débitage d'une pièce de bœuf, Noah et Logan avaient donc comme tâche principale de maximiser la valeur de la pièce, d'y effectuer des coupes différentes, en plus d'éviter les pertes.

Des futurs bouchers créatifs

Évidemment, comme tous les étudiants avaient la même mission, Noah et Logan se devaient d'être créatifs afin de se démarquer. Et cette vision, c'est celle qui a guidé les deux jeunes étudiants tout au long de leur défi.

«On a décidé notamment de ne pas faire attendre aucune viande, mais ce que j'ai vu après avoir terminé sur la majorité des tables, c'est qu'il y avait surtout des steaks français. C'est juste très connu et très commun et nous autres on a évité ça, on a fait des choses différentes justement pour apporter l'élément de nouveauté», explique Logan qui avait déjà à son actif une expérience en restauration avant d'entamer son DEP en boucherie de détail. Un rôti avec de la moelle placé tout autour, des pics à brochette faits avec des os, les étudiants n'ont en effet pas eu froid aux yeux.

«On a apporté un élément de créativité qui n'avait pas nécessairement été vu au concours avant et je pense que c'est ce qui nous a donné des points.»

— Logan Lessard

D'ailleurs, l'un des critères que le jury observait principalement lors de la compétition, autre que la qualité d'exécution et la vitesse était justement la créativité.

La contrainte de temps accordé aux équipes était également un élément de plus à considérer, puisque quarante-cinq minutes pour le débitage, puis 1 h 30 pour la préparation et la présentation des pièces leur était alloué, top chrono.

«Ça c'est quand même bien passé parce que pour le débitage ça nous a pris 15-20 minutes seulement, mais pour le 1h30, on a été un peu flush par contre.»

— Logan Lessard

De la pratique et des profs mentors

Logan et Noah sont évidemment fiers de cette reconnaissance qui leur ouvrira certainement des portes dans le futur. Toutefois, ils sont bien conscients que ce sont leurs enseignants qui leur ont permis d'atteindre ce niveau de confiance.

«On a fait un concours à l'interne, on était 5 sur 10 à vouloir participer. Donc une fois le concours fait, on a su que c'était nous qui allions participer et les professeurs nous ont aidés à nous pratiquer. Au moins trois fois, donc

c'est environ 10 heures de pratique sur plusieurs jours.  
[...] On n'a d'ailleurs pas eu de défis particulièrement  
parce qu'avec les professeurs, on a eu la chance de  
beaucoup de se pratiquer sur la même pièce», conclut-il.

# Autobus Doyon reçoit une subvention de 150 k\$ pour un autobus électrique

Benjamin Aubert



Image d'illustration de Deposit photos

**L'entreprise Autobus Doyon de Saint-Frédéric a obtenu une subvention de 150 000\$ de la part du ministère des Transports et de la Mobilité durable afin de faire l'acquisition d'un autobus scolaire électrique.**

Cette somme découle du Programme d'électrification du transport scolaire qui a pour but d'accompagner les transporteurs dans l'électrification de leur flotte.

Le programme vise à atteindre un taux d'électrification de 65% d'ici 2030.

Depuis le 1er avril 2021, 1 459 autobus électriques ont été commandés dans la province grâce aux investissements faits dans le cadre de ce programme.



# Services de garde du CSSBF | Nouvelle procédure d'inscriptions

Alex Drouin



**Le Centre de services scolaire des Bois-Francis a fait savoir que les parents doivent inscrire leurs enfants aux services de garde du 18 juin au 15 août pour l'année scolaire 2024-2025.**

La direction a ajouté, et ce, même si l'enfant profite déjà de ce service cette année.

Dans le communiqué de presse à ce sujet, on peut lire que « cette nouvelle façon de faire est initiée afin de maintenir la qualité des services de garde et de permettre une meilleure gestion de l'ensemble des services dès la rentrée scolaire et pour toute l'année. La période d'inscriptions permettra aussi de réagir plus rapidement à la fluctuation de la clientèle et de l'arrimer au recrutement du personnel nécessaire au bon fonctionnement des services ».

« Il faut noter que les parents qui n'auront pas procédé à l'inscription de leur enfant durant la période déterminée pourront le faire plus tard, mais perdront leur priorité et pourraient ne pas avoir accès au service dès la rentrée du 21 août prochain ».

## Des élèves de 4e année de Saint-Antonin organisent un Salon du livre



Andréanne Lebel - Le Salon du livre était organisé dans une des classes de 4e année de l'école Lanouette de Saint-Antonin.

**Par Andréanne Lebel**

**Les élèves de 4e année de l'école Lanouette de Saint-Antonin ont reçu environ 300 camarades de classe et proches à leur Salon du livre, qu'ils ont organisé directement dans leur local le 4 avril, sous la supervision de leur enseignante, Johanie Boucher.**

Au cours des derniers mois, chaque enfant de 4e année devait créer un livre lors d'ateliers d'écriture qui n'étaient pas évalués. «Ils écrivaient sur un sujet dont ils sont experts pour m'apprendre quelque chose. Ils ont choisi le livre duquel ils étaient le plus fier», résume Mme Boucher.

Les sujets abordés sont aussi différents et variés que les intérêts des élèves : le dessin, le hockey, les renards, les bouviers bernois, la Terre, la marque Vans, l'autrice Geneviève Guilbault ne sont que quelques exemples de thèmes abordés par les jeunes.

«Mon livre parle des renards, où ils habitent, comment ils sont, combien de temps ils vivent, à quel âge ils quittent leur mère, quelle est leur alimentation, les raisons pour lesquelles ils sont chassés», énumère Kaylie Pouliot.

Elle s'est dit fière de voir qu'autant de personnes intéressées aient accepté l'invitation à leur Salon du livre. «Je voulais donner le gout à plus de personnes de venir, de voir nos livres et leur montrer qu'on a une belle classe», ajoute l'élève de 4e année. Cette activité a aussi donné le gout de la lecture à plusieurs jeunes.

«J'en ai appris plus sur les renards parce que je ne savais pas tout ça au début [...] Ça m'a donné envie de faire plus de livres. Tu apprends des choses et ça donne envie d'en savoir plus», complète Kaylie Pouliot.

Chaque élève a présenté le fruit de ses recherches et a lu son livre informatif aux visiteurs, illustrations à l'appui. Au passage, ils ont aussi développé des compétences de recherche à l'aide d'outils informatiques.

«C'est important que les enfants soient en contact avec des livres dès leur première année pour constater que c'est un outil d'émerveillement. Manipuler des livres à un bas âge leur permet de développer leur imaginaire et d'inventer des histoires. Il ne faut jamais retarder l'entrée des livres dans la vie des enfants», indique Anne Paquette, coordonnatrice de l'ABC des Portages, un groupe d'alphabétisation populaire.

Elle souligne que le livre ne doit pas devenir un obstacle pour les parents qui sont moins à l'aise avec la lecture. Il est possible pour eux d'inventer une histoire à partir des images. Ce premier contact avec les livres favorise une entrée en classe plus harmonieuse pour les enfants.

«J'ai certains élèves qui ont commencé à écrire d'autres livres à la maison. Les petits frères et les petites sœurs en font eux aussi», souligne l'enseignante de 4e année Johanie Boucher. De leur propre initiative, ses élèves ont décidé d'inviter la majorité des autres jeunes de l'école, leurs parents, grands-parents, parrains et marraines, et même les médias à leur Salon du livre. Ils ont aussi préparé des muffins pour les invités et créé des affiches pour décorer leur classe.

Ce projet rassembleur a sans aucun doute permis à quelques jeunes de développer leur intérêt pour la lecture. À noter que le projet de Salon du livre des élèves de 4e année de l'école Lanouette de Saint-Antonin est finaliste du Défi OSEntreprendre sur le territoire du Centre de services scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup dans le volet Primaire 2e cycle.

## Les lauréats locaux au Défi OSEntreprendre scolaire dévoilés



Préscolaire : « Un don du cœur pour la St-Valentin » (Sandra Fraser) de l'École internationale St-François-Xavier de Rivière-du-Loup.

**Près de 1 700 élèves et une centaine d'enseignantes, d'enseignants et de membres du personnel ont contribué à ce que près de 60 projets entrepreneuriaux soient soumis au Défi OSEntreprendre cette année, sur le territoire du Centre de services scolaire de Kamouraska–Rivière-du-Loup.**

Faisant suite au processus de sélection du jury, 10 projets ont reçu le titre de lauréat local et aspirent à devenir lauréat régional.

Voici la liste des lauréats locaux :

- **Primaire – Adaptation scolaire** : « Les petits élèves aux chandelles » (Laurie Dionne) de l'École Monseigneur-Boucher de Saint-Pascal.
- **Adaptation scolaire – Secondaire et Éducation des adultes** : « Les tutoriels vidéos de la Fabrique ESCB » (Cynthia Bernier) de l'École secondaire Chanoine-Beaudet de Saint-Pascal.
- **Préscolaire** : « Un don du cœur pour la St-Valentin » (Sandra Fraser) de l'École internationale St-François-Xavier de Rivière-du-Loup.
- **Primaire 1er cycle** : « Simple comme bonjour! » (Caroline Dubé) de l'École internationale St-François-Xavier de Rivière-du-Loup.
- **Primaire 2e cycle** : « L'Écolothèque » (Émélie Beaulieu) de l'École Lanouette de Saint-Antonin.
- **Primaire 3e cycle** : « La Lafontaine en chansons » (Katya Ouellet) de l'École Joly de Rivière-du-Loup et « Les cuisiniers écolos » (Édith Soucy) de l'École Notre-Dame de Mont-Carmel.
- **Secondaire 1er cycle** : « J'em''boite'' le pas à Chanoine! » (Mélanie Lévesque) de l'École secondaire Chanoine-Beaudet de Saint-Pascal et « Le garage est ouvert » (Noémie Lévesque) de l'École polyvalente La Pocatière.

- **Secondaire 2e cycle** : « Événement Coup de cœur pour ma région » (Patrick Molière) de l'École secondaire Chanoine-Beaudet de Saint-Pascal.

Mentionnons que les 10 lauréats locaux remportent un trophée Premier Tech, entreprise située à Rivière-du-Loup et partenaire de longue date.

Les lauréates et lauréats locaux ont reçu la semaine dernière la visite d'une équipe du centre de services scolaire directement à leur école pour la remise de leur bourse, leur trophée et leur certificat de reconnaissance. Il est à noter que tous les finalistes et les récipiendaires d'une mention spéciale recevront un certificat et une bourse.

Estric et régions

## Des annonces fédérales sur le logement bien accueillies en Estric

Par Anthony Ouellet, La Tribune et Nojoud Al Mallees, La Presse Canadienne

Le gouvernement fédéral a rendu public son plan pour «résoudre la crise du logement» en investissant notamment dans la construction d'habitations, mais aussi la formation de travailleurs. Ces mesures sont bien accueillies par l'entreprise estrienne Maison Usinex, qui croit que ces mesures l'aideront dans ses activités.

La ministre du Revenu national et députée de Compton-Stanstead, Marie-Claude Bibeau, a annoncé localement ce plan dans les bureaux de Maison Usinex, à Sherbrooke, environ une heure après l'annonce nationale faite nationalement par d'autres membres de son gouvernement.

Le plan de logement proposé se concentre essentiellement sur l'obligation pour les villes d'augmenter la construction de logements de 15 % chaque année pour recevoir leurs dépenses d'infrastructure habituelles, sous peine de voir leur financement retenu. Ceux qui construisent plus que l'objectif seraient admissibles à des primes.

En plus de l'investissement de plusieurs sommes pour la construction de logements, le fédéral débloquera 100 millions de dollars en lien avec la formation : 90 millions directement pour financer les apprentissages de métiers spécialisés en construction et 10 millions pour inciter les élèves du secondaire à choisir ces métiers.

«Avant la pandémie, je voyais beaucoup de jeunes rentrer chez nous avec un rêve et on était capable de le réaliser. Aujourd'hui, il y a très peu de jeunes qui ont accès à ce rêve de la propriété», souligne Jonathan Grenier, directeur des ventes et du marketing chez Maison Usinex.

Il estime que les mesures pour favoriser la formation des jeunes travailleurs dans des métiers liés au logement aideront son entreprise dans ses activités de construction de maisons usinées, ce qui se soldera en un accès plus facile pour les clients.

«À Milan, près de Lac-Mégantic, où on a notre usine, c'est difficile d'attirer des travailleurs. Si on augmente le

bassin disponible et qu'on a plus de gens qualifiés en construction dans la région, on va pouvoir répondre à la demande qu'on a déjà et qui est appelée à augmenter», dit M. Grenier.

### Autres mesures

Le gouvernement fédéral a l'intention d'augmenter de 4 à 10 % le taux de déduction pour amortissement pour les appartements, ce qui augmentera le montant que les constructeurs peuvent déduire de leurs impôts.

Il étend également l'exonération de la TPS sur les locations aux résidences étudiantes construites par les universités, les collèges et les autorités scolaires publiques.

Le plan prévoit également davantage d'argent pour lutter contre l'itinérance, alors que les communautés à travers le pays sont aux prises avec des campements et des espaces d'hébergement limités.

Le gouvernement libéral bonifie le programme « Vers un chez-soi », une initiative fédérale pour les sans-abri, avec un milliard de dollars supplémentaires sur quatre ans. De plus, 250 millions de dollars supplémentaires sont alloués pour aider les communautés à mettre fin aux campements et à assurer la transition des personnes vers un logement. Le gouvernement fédéral demande aux provinces et aux territoires d'égaliser ce montant.

Les libéraux promettent également un « changement historique » dans la façon dont le gouvernement utilise les terres publiques pour construire des logements, ce qui impliquera de rendre plus de terrains disponibles pour la construction de maisons et de louer des terrains plutôt que de les vendre.

Ils veulent également empêcher les grands investisseurs d'acheter des maisons unifamiliales existantes.

On veut aussi miser sur la facilitation de la reconnaissance des titres de compétences étrangers et

l'augmentation de la productivité dans le secteur de la construction.

### **Ingérence ou collaboration?**

La mise en œuvre du plan de logement des libéraux dépendra en partie de la coopération des provinces et des territoires, dont certains ont déjà repoussé le gouvernement fédéral en raison de ce qu'ils considèrent comme un excès de compétence.

Certaines provinces, dont le Québec, ont déjà critiqué le fédéral sur les différentes annonces faites en lien avec le logement dans les dernières semaines, prétextant que

les libéraux empiétaient dans les compétences provinciales.

Marie-Claude Bibeau croit plutôt qu'il s'agit d'une logique de «collaboration».

«Je sais bien qu'on risque de nous accuser d'ingérence, mais à situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. On fait face à une crise du logement, donc les provinces devraient se réjouir que le fédéral soit prêt à investir dans différents champs d'activité», affirme-t-elle.

## Estrie et régions

# FCMS et drag queens : Quoi faire ce week-end en Estrie ?

Par La Tribune

Spectacles, matchs enlevants, festivals en tout genre : voici les principales activités qui se tiendront dans la région pendant la fin de semaine du 12 au 14 avril.

### Le FCMS bat son plein !

Le Festival cinéma du monde de Sherbrooke se poursuit jusqu'au 14 avril. La majorité des films en compétition internationale pour le Cercle d'or du meilleur long métrage de fiction et du meilleur documentaire seront à l'affiche à la Maison du cinéma. Les lauréats seront dévoilés dimanche par le jury présidé par Pierre Curzi.

Des ciné-échanges pour les films *Amazonie : une rencontre avec les gardiens et les gardiennes de la forêt*, *La tresse* et *Ru* sont également au programme. Des membres des équipes de tournage seront sur place pour discuter avec le public.

Le film français d'Éric Toledano et d'Olivier Nakache *Une année difficile* clôturera le festival dimanche à 19 h. Le long métrage figurait dans la sélection officielle du Festival international du film de Toronto 2023.

Pour plus d'informations sur les projections, visitez le site web du Festival cinéma du monde de Sherbrooke.

### Musique

#### Clay and Friends présente le *Lancement Popular De Verdun*

Le vendredi 12 avril à 20 h au Théâtre Granada, la populaire formation musicale Clay and Friends présente son nouveau spectacle.

- Billet 41,50 \$

#### Soirée Ciné-concert du Festival cinéma du monde de Sherbrooke

Pour sa 11e édition, le FCMS présente un hommage aux compositeurs de film au Théâtre Granada, le samedi 13 avril à 19 h 30.

- Billet 42 \$

#### L'orchestre symphonique de Sherbrooke présente *Carmina*

Le 13 avril à 19 h 30 au Centre culturel de l'Université de Sherbrooke, on promet une soirée mémorable au son du célèbre *Carmina Burana* de Carl Orff. Avec le chef Jean-Michel Malouf, le baryton Jean-François Lapointe et la soprano Catherine St-Arnaud.

- Billet régulier 68 \$ / aîné 60 \$

#### Humour, théâtre et variété

#### *Marthe Laverdière fait son show ! en supplémentaire*

Les vendredi et samedi 12 et 13 avril, au Vieux Clocher de Magog.

- Billet régulier 45 \$

#### Soirée *Gates of Drag #8* au Boq

Le samedi 13 avril prochain, le Boq invite à venir découvrir l'alter ego de différents artistes drag lors d'une huitième édition humoristique et énergique de ses soirées *Gates Of Drag*. Le quatuor de la soirée : Gina Gates, Misty Waterfalls, Eva Moist, et Miss Fountain. Début du spectacle à 21 h 30.

- Billet 13,50 \$ + taxes et frais en prévente

#### Les élèves de Mitchell-Montcalm présentent la comédie musicale *Avant que le rideau ne tombe encore*

Une production scolaire créée à partir d'un scénario original d'élèves en vocation musique et mettant en vedette les musiciens de l'orchestre à cordes et pianistes du pavillon Montcalm. Le spectacle offre ses deux dernières représentations les 12 et 13 avril à 19 h 30, à la Grande salle de l'École Mitchell-Montcalm (2050, boul. Portland). Les billets sont en vente sur [Lepointdevente.com](http://Lepointdevente.com).



- Billet entre 16,82 \$ et 25,17 \$ selon la section et le statut scolaire

**Julien Lacroix présente *Le temps au temps***

Le vendredi 12 avril à 20 h au Théâtre Centennial de l'Université Bishop's.

- Billet 34,94 \$

# Français ou mathématiques? Les élèves du SSJ maîtres de leur horaire de classe

Par Amélie Houle, Le Nouvelliste

Lundi était une journée spéciale pour les 800 élèves du Séminaire Saint-Joseph (SSJ) de Trois-Rivières. C'était effectivement jour d'éclipse scolaire, mais la fébrilité qui était dans l'air avait une seconde cause. On entamait ni plus ni moins la première journée de neuf où l'horaire traditionnel de classe tel qu'on le connaît était effacé du calendrier.

Le cours de mathématiques du lundi d'un groupe de deuxième secondaire et le cours de physique de celui d'une classe de cinquième secondaire étaient en effet tout simplement disparus du calendrier. Mais les élèves de l'établissement d'enseignement privé n'avaient pas congé de cours, toutefois.

C'est que l'établissement scolaire expérimente depuis lundi, et ce pour deux semaines, une nouvelle manière de faire en ce qui a trait aux horaires de cours, à la demande des élèves eux-mêmes qui souhaitaient avoir plus de flexibilité.

Ainsi, exit l'horaire traditionnel et bienvenue à la séquence pédagogique différenciée.

Place à la séquence pédagogique différenciée

Le terme en soi paraît complexe, mais c'est plutôt un horaire de classe différent, où les élèves sont appelés à faire leurs propres choix, qui est de mise dans le cadre de cette expérimentation.

«Notre intention, c'est qu'on veut permettre à nos élèves de faire des choix de tâches, de décider du moment et à quel endroit ils vont les réaliser. Ce qu'on veut développer chez eux, c'est leur autonomie et leur responsabilisation, parce que c'est rare qu'on leur donne l'occasion de faire des choix. Et après le secondaire, leur vie va être remplie de choix, donc on leur offre un encadrement pour être en mesure de faire ces choix.»

— Marc-André Godbout, directeur des services pédagogiques et de niveau au Séminaire Saint-Joseph

Ainsi, un plan de travail a été remis à tous les élèves afin de les aviser du travail à effectuer dans chaque matière pendant les deux prochaines semaines.

«Ils ont des tâches à faire dans chaque matière. Ce qu'ils vont pouvoir faire c'est de décider à quel moment ils vont les faire, ces tâches-là», explique M. Godbout qui précise que les élèves peuvent décider de rester en classe pour faire la matière de leur choix, ou encore se déplacer dans un espace de travail collaboratif pour y parvenir.

La couleur pour s'y retrouver

Une période magistrale en classe, une période hybride, puis une dernière 100 % autonome. La séquence pédagogique différenciée comprend en fait trois phases de travail bien distinctes.

C'est donc la couleur qui est de mise dans ce nouveau plan de travail, avoue M. Godbout qui s'est inspiré d'une autre école secondaire privée de Granby pour s'y retrouver.

«On a des périodes bleues où l'enseignant est maître de son cours. Ensuite, la couleur orange, c'est une période où l'enseignant va donner 15-20 minutes d'explications et après, les élèves sont libres de choisir, puis la couleur verte où l'élève choisit à 100 % sa période. [...] Mais c'est progressif de secondaire un à cinq. En secondaire un par exemple, ils ont beaucoup de orange et de bleu et c'est le contraire en cinquième secondaire où il y a plus de vert.»

— Marc-André Godbout, directeur des services pédagogiques et de niveau au Séminaire Saint-Joseph

La méthode pourrait d'ailleurs être bénéfique pour certains élèves, estime le directeur des services pédagogiques. «Ce qui est intéressant, c'est que si on a des élèves avec des défis ou des besoins particuliers, on peut créer des sous-groupes avec eux. C'est une belle opportunité que ça offre pour soutenir nos élèves en difficulté en fait.»

Un projet qui pourrait avoir une suite

L'expérimentation de ce projet spécial commence à peine, mais déjà, on sait que les élèves seront sondés à la fin pour voir les améliorations qui pourraient être apportées.

D'autres séquences de deux semaines pourraient ainsi être mises de l'avant à nouveau lors de la prochaine année scolaire.

«L'objectif est de vivre plus qu'une séquence par année. [...] De le faire toute l'année ça serait à voir, mais la

planification annuelle des enseignants devrait être faite en fonction de ça parce que juste de planifier et de structurer, ç'a déjà demandé beaucoup de temps et d'énergie aux enseignants.»

**journal le soir**

# Élève désorganisé : l'école de Luceville rouvrira lundi

**Les opérations de nettoyage se poursuivent à l'intérieur de l'établissement**

Par Olivier Therriault 12.04.2024

L'école et le service de garde Bois-et-Marées de Luceville rouvriront finalement lundi après l'incident impliquant un élève désorganisé. Celui-ci a vidé des extincteurs d'incendie, répandant une fine poudre jaune dans l'ensemble des locaux.

Son geste a provoqué l'intervention de la Sûreté du Québec. Une équipe spécialisée poursuit les opérations de nettoyage à l'intérieur de l'établissement. Des ressources accompagneront les enfants ressentant des besoins qui découlent des événements à leur retour à l'école.

« Nous comprenons que ces derniers jours ont pu être source d'inquiétude, mais nous voulons vous assurer que nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et le bien-être de nos élèves et de

notre personnel », indique la coordonnatrice aux communications du Centre de services scolaire des Phares, Zoé Ross-Lévesque. Les parents qui souhaitent récupérer du matériel dans le casier de leur enfant pourront le faire, ce vendredi 12 avril, de 15h à 16h, en se présentant à l'entrée principal.

« Lundi, tout sera en place pour assurer la sécurité des élèves et du personnel. Nous encourageons les parents à rester attentifs aux signes que pourraient présenter les enfants qui ne se sentent pas bien. Si votre enfant présente des manifestations à l'inhalation de la poudre non toxique, nous les invitons à communiquer avec Info Santé ou leur médecin », explique madame Ross-Lévesque.

# Sainte-Adèle : Un match de basketball scolaire dégénère à A.-N.-Morin

Par Luc Robert - Initiative de journalisme local

Un match éliminatoire de basketball scolaire s'est terminé dans le tumulte, le mercredi 3 avril dernier à Sainte-Adèle, alors que certains participants et intervenants se sont échangés des propos virulents et que du vandalisme a été commis dans un vestiaire.

La rencontre impliquait des jeunes de Mascouche, qui se mesuraient aux Carcajous de l'école secondaire Augustin-Norbert-Morin. Des parents ont appelé le journal *Accès*, pour y relater des chaises possiblement lancées, des casiers endommagés au vestiaire, des joueurs qui auraient été menacés, tout comme des parents qui filmaient les événements. Les insultes se seraient transposées jusqu'à la sortie du gymnase.

Une mère avec qui le Journal a discuté en avait long à dire sur les événements. « C'était serré au pointage. Sainte-Adèle a gagné. Des parents adverses ont invectivé l'arbitre. Il a essayé de les raisonner, sans succès. J'ai pris mes filles par la main et quitté les lieux avant que ça dégénère encore plus. »

Un match important

« Ces matchs sont organisés par le Réseau du sport étudiant Laurentides-Lanaudière (RSÉQLL). Ce sont également eux qui fournissent les arbitres (sic), comme il s'agit de matchs officiels. L'école secondaire Augustin-Norbert-Morin (ANM) a entamé des démarches auprès d'eux, notamment pour relater l'incident, mais également pour s'assurer que ça ne se reproduise plus », a laissé savoir Mme Stéphanie Fournelle-Maurice, coordonnatrice du service de

secrétariat général et des communications, au Centre de services scolaire des Laurentides (CSSL).

Au RSÉQLL, on a tenu à préciser certains points. « Le service des arbitres est plutôt fourni par l'Association de basketball de Laurentides-Lanaudière. [...] Certaines écoles font signer des contrats d'éthique à leurs parents. Malgré cela, on perd des arbitres à cause du comportement de certains parents à chaque année », a tenu à préciser Mme Kim Saint-Vincent, directrice-générale du RSÉQLL.

Les dirigeants de la Polyvalente avaient été proactifs en informant leur clan d'éviter tout débordement.

« Il s'agissait d'un match important de série éliminatoire (Benjamin de secondaire 1 et 2). L'équipe gagnante allait pouvoir participer au Championnat régional scolaire. De notre côté, vu l'importance du match et le côté émotif [...], l'entraîneur (des Carcajous) s'était adressé à l'équipe d'ANM et aux parents la veille du match. Il leur a rappelé l'importance de garder leur calme en tout temps et d'avoir une attitude respectueuse. Tous ont effectivement eu une attitude exemplaire. [...] Il n'y a eu aucun blessé », a-t-elle communiqué.

La police sur les lieux

La Sûreté du Québec (SQ) a été appelée à faire une intervention à l'institution adéloise.

« La SQ a effectivement été appelée. Nous collaborons avec les corps policiers. Nous ne sommes cependant pas en mesure de vous dire les actions qui ont été prises par la SQ. À la connaissance des membres du personnel de l'école

ANM, seulement des dommages aux vestiaires ont été constatés », a repris Mme Fournelle-Maurice.

Les limiers ont confirmé qu'aucune accusation criminelle n'a été déposée.

« Il y a eu déplacements policiers. Aucune plainte. Aucun élément criminel. Il y a eu des méfaits dans les vestiaires, mais une entente a été prise entre les deux écoles pour les réparations », a expliqué par courriel le sergent Marc Tessier, agent d'information au Service de la diffusion et des relations médias de la SQ, pour l'Outaouais et les Laurentides.

Mme Saint-Vincent poursuit de son côté la récolte d'informations.

« L'école (visiteuse) impliquée prend l'incident au sérieux et une enquête a lieu. Le tout sera évalué par eux, à savoir si des sanctions internes auront lieu. La feuille de pointage du match est analysée, tous comme des vidéos. Il y a une certaine problématique d'attitude au niveau de cette catégorie (Benjamin). Le RSÉQLL organise les ligues sportives, et signe un protocole d'entente avec la cellule d'arbitrage de basketball. Ils sont en charge des officiels, qui font un travail difficile et essentiel au bon déroulement d'une partie », a-t-elle ajouté.

# Le milieu scolaire, un réel incubateur d'entrepreneurs

Sept projets d'établissements primaires, secondaires et de la formation professionnelle du Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe (CSSSH) figurent parmi les gagnants de la finale locale du Défi OSEntreprendre.

Au primaire, l'école Saint-André à Acton Vale l'a emporté au 1<sup>er</sup> cycle avec son projet Lunch cool de Noël et au 2<sup>e</sup> cycle avec celui d'OPNI+. Elle s'est aussi démarquée en adaptation scolaire grâce à ses bonbonnières d'Halloween. L'école Saint-Marcel s'est également distinguée au 2<sup>e</sup> cycle avec son initiative Les pommes du partage. Au 3<sup>e</sup> cycle, l'école Saint-Thomas-d'Aquin s'est illustrée avec son concept Petits et grands, prenons soin de nos émotions!

Au secondaire, la polyvalente Hyacinthe-Delorme a reçu les honneurs au 1<sup>er</sup> cycle avec sa radio étudiante CPHD. Du côté de l'adaptation scolaire et de l'éducation des adultes, la polyvalente Robert-Quimet à Acton Vale a mérité des éloges pour le projet En vouLAITUE une?.

Une autre initiative s'est démarquée par son originalité et a reçu la mention Coup de cœur du jury. Il s'agit du projet Les pains du partage de l'école Larocque à Saint-Hyacinthe.

Le 25 mars, un jury local composé de six personnes a procédé à la délibération pour désigner les gagnants pour la première étape de sélection. Parmi les membres du jury réunis par la responsable locale du Défi OSEntreprendre – volet scolaire, Catherine Breault, chargée de projets jeunesse d'Espace carrière, on trouvait Kathia Cool, du CSSSH, Noémie Derkzen, d'Espace carrière, Martine Normandeau, de la SADC Saint-Hyacinthe Acton, Annick Lefrançois, de la MRC d'Acton, Jérôme Farand, de Saint-Hyacinthe Technopole, et Vincent Mathieu, de la Chambre de commerce de la grande région de Saint-Hyacinthe.

Espace Carrière et le CSSSH ont tenu à rappeler le temps investi par le personnel scolaire pour mettre en œuvre les nombreux projets de qualité déposés. Selon eux, de tels projets permettent de faire vivre aux élèves de tous âges des expériences uniques et riches en apprentissages. Ils permettent également d'éveiller plusieurs qualités chez les élèves, notamment la persévérance, le leadership, l'autonomie, la créativité, la coopération et le sens de l'organisation.

La remise des prix régionaux se tiendra le 19 avril. ←

# Des milliers de personnes convergent vers la Beauce

**MATHIEU FOURNIER**

mfournier@leclaireurprogres.ca

**SCIENCES. La Beauce a eu droit à un spectacle rarissime ce 8 avril, alors le soleil s'est retrouvé caché derrière la lune pendant environ deux minutes et demie. Des milliers de personnes ont afflué vers Saint-Georges et les alentours pour ne pas manquer l'éclipse totale, la première à traverser le Québec depuis 1972.**

Le club d'astronomie de Saint-Georges s'est donné rendez-vous près du Carrefour dès 13 h 30 pour assister à l'ensemble des phases de l'éclipse solaire totale. La Fédération des astronomes amateurs du Québec, des membres l'Observatoire du Mont-Carmel et des étudiants du département de physique de l'Université Laval étaient également sur place. Les participants ont eu l'occasion de discuter du phénomène avec les astronomes amateurs en plus de tester des télescopes avec filtres solaires.

Benoit Bélanger, membre club d'astronomie de Saint-Georges, estime à plus de 10 000 le nombre de personnes s'étant déplacées au Carrefour. Près de l'ensemble des 12 000 lunettes disponibles ont été distribués « Je suis surpris d'un tel achalandage. Je m'attendais à avoir du monde, mais pas autant que ça. On a des gens de Québec, de la Rive-Sud et du Bas-du-Fleuve. On a vraiment beaucoup de gens ici. C'est assez incroyable. »

« Je suis très impressionné par l'engouement. On m'appelait la veille et je ne pensais pas que les gens allaient se déplacer pour quelque chose de deux minutes et demie. Finalement, j'ai rencontré du monde qui provenait de la

Norvège et de Québec ce matin juste pour l'éclipse. Je leur ai dit de revenir cet été. Notre ville est remplie de beaux événements à ne pas manquer », a ajouté le maire de Saint-Georges, Claude Morin.

## LE CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ETCHEMINS

Le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, s'est lui aussi rendu dans le sud de la Beauce pour assister au spectacle. Questionné au sujet de la décision de plusieurs centres de services scolaire du Québec de décréter une journée pédagogique le jour de l'éclipse, M. Drainville n'a pas voulu leur jeter de blâme. « Les directions en sont venues à la conclusion que surtout pour des raisons de sécurité, il valait mieux fermer l'école et remplacer la journée par une journée pédagogique. Je respecte cette décision », a-t-il indiqué, tout en soulignant le déroulement sans anicroche de l'événement à l'école la Passerelle.

Le Centre de services scolaire de la Beauce-Étchemin (CSSBE) est pour sa part resté ouvert ce 8 avril. La conseillère pédagogique en sciences du CSSBE, Chantal Poulin, a élaboré plusieurs activités pour les enseignants de toute la région. « Je formais les enseignants, leur donnais des infos, des ressources pédagogiques et des activités qu'ils pouvaient faire avec les enfants », a-t-elle précisé.

Ces activités étaient autant sur la sécurité et l'éclipse elle-même, mais aussi sur la façon dont les éclipses étaient perçues dans l'histoire. Les

autres matières étaient aussi mises de l'avant dans ce contexte.

## BIEN COMPRENDRE LE PHÉNOMÈNE

L'éclipse totale n'a duré qu'environ deux minutes et demie au sud de la région, mais a su émerveiller le visage de nombreuses personnes. Le plus fort du phénomène, où les gens ont pu assister à un coucher et un lever de soleil en quelques secondes seulement, a commencé vers 15 h 30.

La prochaine éclipse totale du soleil est prévue en mai 2079 au Québec, dans la région des Îles-de-la-Madeleine ainsi que dans les Maritimes. Dans le sud de la province, peu de personnes pourront revivre une telle expérience, alors que ce phénomène céleste n'est prévu qu'en mai 2106. « Pour vous donner une idée, il y a entre deux et cinq éclipses partielles, annulaires ou totales dans une année. Ce qui est unique avec ce que l'on a vécu aujourd'hui, c'est sa trajectoire. On ne verra ça qu'une seule fois dans notre vie en Beauce », a conclu M. Royer, également vice-président du Mont-Cosmos à Saint-Elzéar.

---

*Avec la collaboration de Sébastien Roy*



# Six projets en lien avec la réussite scolaire dans B-M

**XAVIER DEMERS**

[xdemers@journalleguide.com](mailto:xdemers@journalleguide.com)

**ÉDUCATION.** La députée de Brome-Missisquoi, Isabelle Charest, a annoncé qu'elle offre un soutien financier de 20 000 \$ au total à six projets qui appuient la réussite scolaire dans sa circonscription.

Le projet On sort des lieux communs d'apprentissage du Centre de réussite éducative pour enfants La-le-li de Farnham fait partie des initiatives soutenues par la députée via son budget discrétionnaire du programme Soutien à l'action bénévole. De huit à dix jeunes ayant des difficultés d'apprentissage ou provenant de milieux défavorisés pourront profiter d'un camp de jour et de sorties dans des lieux agrotouristiques locaux.

Un montant est aussi réservé à la programmation d'activité soutenant la réussite éducative du Centre de pédiatrie sociale Main dans la main. Le CPSC compte doubler son nombre d'activités, entre autres, en ajoutant une technicienne en éducation spécialisée.

Le Carrefour jeunesse emploi comtés Iberville/Saint-Jean est également soutenu par la députée à travers son projet Passerelle. L'objectif du CJE est d'augmenter le nombre de jeunes de l'école Jean-Jacques-Bertrand qui démontrent des signes de démotivation afin d'encourager le maintien de leur projet d'études. Ce sont de 25 à 30 jeunes supplémentaires qui seront suivis.

L'École d'art de Sutton, la Maison des familles de Granby et région et l'Exit de Waterloo complètent la liste des organismes appuyés.

« Je suis fière d'offrir ce support à des organismes qui offrent des lieux accueillants où les jeunes peuvent créer des liens et développer un réseau de soutien où ils sont encouragés à saisir la multitude d'opportunités qui s'offrent à eux et développer leur plein potentiel durant leur parcours éducatif, a déclaré M<sup>me</sup> Charest par voie de communiqué. Les projets soutenus feront une différence positive pour la réussite éducative des jeunes de Brome-Missisquoi. »

## Les parents mis à contribution

**MARIE-CLAUDELESSARD**

mclessard@canadafrancais.com

**SANTÉ. À la demande du ministère de la Santé et des Services sociaux, le Centre de services scolaire des Hautes-Rivières (CSSDHR) invite les parents à s'assurer que leurs enfants ont reçu une vaccination adéquate contre la rougeole. Dans le cas contraire, ils sont invités à prendre rendez-vous pour corriger la situation. Des vaccins sont aussi offerts dans certaines écoles.**

Comme les doses ont été administrées à la plupart des enfants lors de leurs premières années de vie, les parents sont fortement encouragés à consulter le carnet de vaccination de leurs enfants afin de voir si ceux-ci ont bien reçu les deux doses de vaccin contre la rougeole.

Le Centre de services scolaire des Hautes-Rivières (CSSDHR) affirme suivre l'évolution de l'écllosion de la maladie de la rougeole de près.

« Une équipe du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Montérégie-Centre se rend dans plusieurs écoles pour vacciner les enfants contre la rougeole. Elle visite en priorité les écoles primaires où la couverture vaccinale est la plus basse », souligne Chantal Vallée, conseillère cadre aux communications et relations avec les médias au CISSS de la Montérégie-Centre. Les noms des écoles visitées ne sont pas divulgués par l'organisation. M<sup>me</sup> Vallée précise que la vaccination est offerte à la fin des classes, au moment où les parents viennent chercher leurs enfants.

De plus, le CISSS de la Montérégie-Centre soutient que les parents d'enfants n'ayant pas reçu les deux doses de vaccin sont contactés. Ils se font alors proposer de prendre un rendez-vous aux points de service locaux ou dans des cliniques de proximité.

Les parents peuvent également prendre eux-mêmes rendez-vous sur le portail de

Clic Santé. Ceux qui désirent avoir plus d'information sur l'écllosion de la rougeole et la procédure entourant les vaccins peuvent s'entretenir avec des infirmières travaillant dans des points de service ou des cliniques.

### DANS LES ÉCOLES

Une école est considérée immunisée collectivement contre la rougeole si sa couverture vaccinale atteint un taux de 95 %. Selon l'Infocentre de santé publique du Québec, la Montérégie avait, en date du 1<sup>er</sup> mars dernier, un taux de vaccination de 87,7 % pour les écoles primaires et de 91,5 % pour les établissements du secondaire.

Ces taux sont insuffisants pour empêcher toute transmission du virus.

Au Québec, la couverture vaccinale contre la rougeole oscille entre 77,9 % et 98 %. La moyenne pour l'ensemble de la province est de 86,9 % pour les enfants du primaire et de 88,8 % pour les élèves du secondaire.

### EN CAS DE PROPAGATION

Outre les symptômes généralement reliés à la maladie de la rougeole, certaines complications supplémentaires peuvent affecter les nourrissons et les enfants comme des otites et des diarrhées persistantes.

Selon le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), les jeunes enfants atteints de la rougeole peuvent développer une pneumonie, une perte de la vue ou de l'audition ou même, dans des cas extrêmes, en mourir.

C'est pour cette raison que le MSSS propose certaines mesures à appliquer si un cas de rougeole survient dans un établissement scolaire. Les enfants et adultes non protégés devront s'isoler dans leur domicile. Pour ces personnes, le retour à l'école pourra avoir lieu uniquement après la présentation d'une preuve de vaccination valide ou après une période de 14 jours suivant l'identification du cas.

# Un projet rassembleur

Petite-Rivière-Saint-François n'est pas qu'un « spot à touristes » comme on l'entend souvent dans la rue. La Municipalité et le Centre de services scolaire de Charlevoix (CSSDC) ont uni leurs efforts dans un projet rassembleur. Le Campus évalué dans le moment à 12 M\$ qu'ils souhaitent construire redynamisera le noyau villageois.

Dave Kidd

Le maire Jean-Guy Bouchard explique que les premiers échanges qui ont ultimement mené au projet dévoilé ont débuté il y a deux ans déjà, alors qu'on recherchait des locaux pour la garderie. « De fil en aiguille, le concept s'est développé », dit-il. « L'association avec le Centre de services scolaire est naturelle. C'est une entente gagnant-gagnant qui se traduira par des nouveaux services pour toute la population. L'arrivée de nouvelles familles et celles qui s'installeront dans le futur justifient le projet », dit-il aussi.

Le Campus est composé de deux nouveaux bâtiments

qui seraient reliés à l'actuelle école primaire par couloir couvert. Le gymnase aurait une superficie de 782 mètres carrés et le centre récréatif aurait deux étages, offrant des espaces totaux de 416 mètres carrés. C'est dans ce centre qu'on installerait la bibliothèque municipale, le service de garde en milieu communautaire et des espaces pour des réunions. « Il nous permettra aussi de relancer le projet d'une garderie de 20 places », soutient le maire Bouchard, qui qualifie ce projet de « multi-générationnel ».

Le directeur du service des ressources matérielles et du transport scolaire du CSSDC s'est inspiré de ce qu'il a vu ailleurs dans le monde pour développer le concept. « Dans plusieurs villages de ski, on retrouve des services publics au cœur de ces derniers. C'est le modèle qui est repris pour créer de la vie pour les résidents », dit Jérémie Forgues.

Le gymnase projeté aura les mêmes dimensions que ceux des écoles des Eaux-Vives (La Malbaie) et Laure-Gaudreault (Clermont).

« Un gymnase conforme aux sports réglementés », continue-t-il. Il mentionne que le bâtiment récréatif offrira aussi l'opportunité d'y tenir des activités culturelles dans les espaces d'animation.

## 2<sup>e</sup> phase

Ce projet une fois complété offrira une occasion au Centre de services scolaire de « bonifier l'expérience d'apprentissage et de donner du potentiel pour requalifier l'intérieur de l'établissement comme on l'a fait ailleurs », poursuit Jérémie Forgues.

Pour réaliser ce projet, les promoteurs ont dû parler avec la Société d'habitation du Québec pour revoir l'implantation des futures unités du 20 logements qui sera construit sur la rue du Quai. C'est que le nouvel aménagement du site entrainera une amélioration de la sécurité des élèves de l'école. « Un sens unique a été prévu pour permettre à l'autobus de débarquer les enfants à la porte. La sécurité sera nettement améliorée », indique le maire qui est aussi chauffeur d'autobus.

### **Subventions**

La Municipalité et le Centre de services scolaire de Charlevoix misent sur l'aide de

l'État pour financer le projet de Campus. Petite-Rivière-Saint-François entend mettre près de 5 M\$ dans le projet. Dans la ventilation des couts de référence produite par la firme Nivo 9, le gymnase est évalué à 5,3 M\$ et l'espace récréatif à 2,5 M\$. Un stationnement de 40 cases est aussi prévu sur le site compris dans le triangle formé des rues Principale, du Québec et du chemin du Fleuve.

Le maire Bouchard aimerait, dans un scénario idéal, que les premiers appels d'offres soient lancés dans les prochains mois et qu'une annonce officielle se fasse en 2025, année du 350<sup>e</sup> anniversaire de Petite-Rivière-Saint-François. « Ce serait un beau legs », termine-t-il.

## La vaccination dans les écoles se précise

(LT) La vaccination contre la rougeole se déroulera du 15 avril au 2 mai dans les écoles primaires et secondaires du Centre de services scolaire de Charlevoix (CSSDC).

Elle se fera par l'infirmière de l'école, une fois que les parents auront signé leur consentement.

« Nous devons d'abord recevoir la liste des élèves non vaccinés. Les parents seront avisés une semaine à l'avance. La vaccination commencera à l'école Marie-Reine de Saint-Hilarion le 15 avril. Elle se terminera par les écoles secondaires le 2 mai », a précisé Michèle Moreau, secrétaire générale et responsable des

communications au CSSDC. Rappelons qu'aucun cas de rougeole n'a été recensé à ce jour dans la région de la Capitale-Nationale. L'objectif du CIUSSS de la Capitale-Nationale est de limiter la propagation de la rougeole. La vaccination sera donc proposée dans les écoles de Charlevoix à Portneuf.

**Communiqué (s)**

COMITÉ RÉGIONAL POUR LA VALORISATION DE L'ÉDUCATION

## **Des activités ludiques et clés en main pour la réussite scolaire du plus grand nombre!**

15 avril 2024

Le Comité régional pour la valorisation de l'éducation (CREVALE) est heureux de dévoiler les initiatives lancées dans la région pour répondre au Plan de rattrapage scolaire et psychosocial du gouvernement. Élaboré en concertation avec le milieu scolaire, ce plan vise le déploiement d'interventions favorisant le rattrapage scolaire et psychosocial des élèves touchés par la grève ou présentant une grande vulnérabilité en ce qui a trait à leur réussite éducative. Pour la région de Lanaudière, cela représente 635 765 \$, dont 99 % de la somme sont investis en services directs auprès des jeunes.

### **Le Plan de rattrapage gouvernemental**

En janvier dernier, le ministère de l'Éducation lançait en grande pompe le Plan de rattrapage scolaire et psychosocial pour assurer un accompagnement suffisant et un rattrapage adéquat pour les élèves touchés par la grève et favoriser leur réussite éducative. Ce plan comprend des mesures, sur une base volontaire, qui seront déployées d'ici au 31 décembre 2024. Lors de cette annonce, le CREVALE et les autres instances régionales en réussite éducative ont été identifiés comme partenaires majeurs de ce déploiement. C'est donc avec rigueur, en complémentarité et en collaboration avec ses partenaires, que le CREVALE s'est acquitté de cette tâche. Bien que la région n'ait pas été touchée aussi durement en termes de nombres de jours de grève, la directrice générale du CREVALE, Ann-Marie Picard, se réjouit des sommes disponibles : « Ces sommes arrivent à point nommé alors que nous constatons une plus grande vulnérabilité des élèves de la région. La COVID et les jours de grève ont mis à mal la motivation et la santé psychologique des jeunes. Il est donc encourageant de voir que des partenaires de tous les horizons ont répondu à notre appel d'intensifier l'offre d'activités en soutien à la réussite éducative. Nous les remercions d'ailleurs chaleureusement de leur diligence. »

### **Un plan régional pour soutenir et renforcer les interventions auprès des jeunes**

Dans Lanaudière, plusieurs activités et ateliers sont offerts aux élèves en dehors des heures de classe. Cette offre permettra aux jeunes de mettre en pratique, de façon ludique, leurs connaissances en français et en mathématiques. Ainsi, aux quatre coins de la région, des partenaires variés proposent un calendrier d'activités diversifiées aux jeunes de leur territoire. En voici quelques exemples :

#### **MRC de D'Autray**

- **Maison des jeunes de Lavaltrie** : projet « Pair aidant » - groupe de soutien entre adolescent.es

#### **MRC de Joliette**

- **Municipalité de Saint-Paul** : projet « Activation en cours! » - activités culinaires, sportives et d'écriture pour les adolescent.es pendant la saison estivale

#### **MRC de L'Assomption**

- **Carrefour jeunesse-emploi L'Assomption** : soutien aux élèves en situation de retard dans les écoles secondaires du territoire

#### **MRC de Matawinie**

- **Centre de pédiatrie sociale en communauté de Lanaudière** : consolidation et enrichissement des compétences en langage, lecture et mathématiques ainsi que des fonctions exécutives des élèves de 5 à 17 ans grâce à différents jeux de société

#### **MRC de Montcalm**

- **Au bonheur des aînés** : club de lecture et groupe d'écriture pour les adolescent.es et projet de correspondance avec les aînés

#### **MRC Les Moulins**

- **Ville de Terrebonne** : programmation riche et ludique sur la lecture, l'écriture et l'art pour les 5 à 12 ans dans les quatre bibliothèques de la ville

Enfin, une **offre régionale** est également proposée aux écoles, municipalités et organismes communautaires, soit :

- Atelier « Saccage ce cahier » sur le thème de la santé mentale auprès des 12 à 25 ans;
- Plusieurs animations ludiques offertes par Édu GoPro pour les 6 à 12 ans comportant un jeu-questionnaire, de la programmation adaptée, des jeux créatifs, etc.;
- Trousses sensorielles et culinaires distribuées par Loisir et Sport Lanaudière aux camps de jour estivaux.

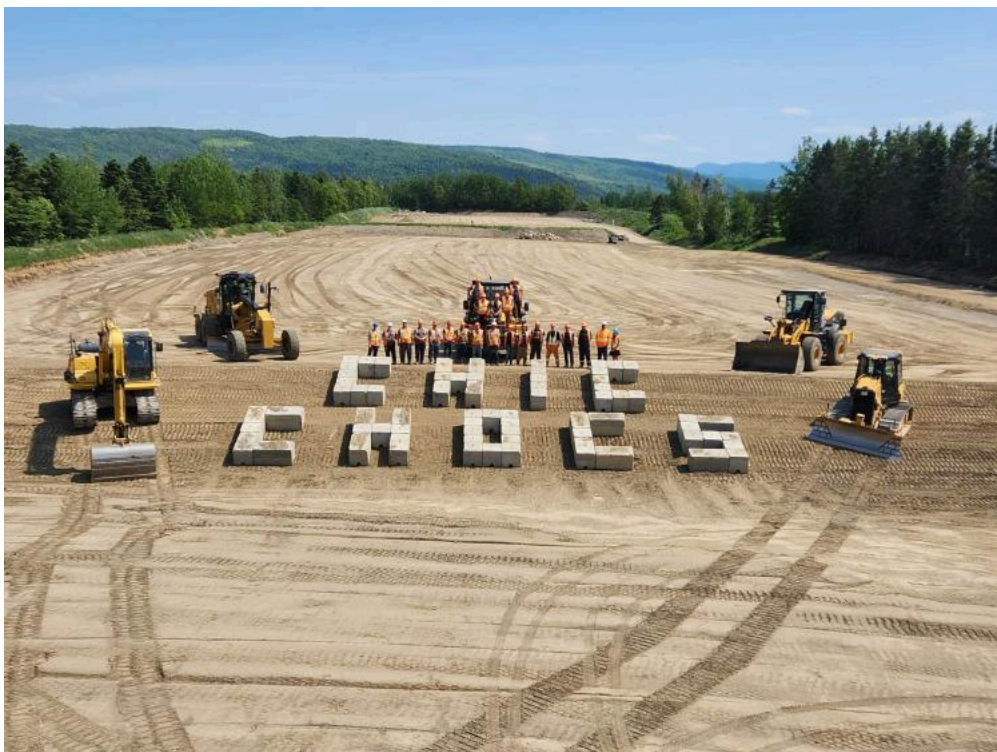
Pour tous les détails de l'offre de services, rendez-vous dans la section « [Actualités](#) » du site [crevale.org](http://crevale.org).

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHIC-CHOCS

## Le Centre Micheline-Pelletier fête ses 10 ans et ouvre ses portes au public

15 avril 2024

C'est par une journée portes ouvertes que le Centre de formation de La Haute-Gaspésie a souligné les 10 années du Centre Micheline-Pelletier situé à Sainte-Anne-des-Monts. À cette occasion, toute la population était invitée à découvrir les programmes d'études offerts au Centre de formation, ainsi qu'à visiter le centre et voir ses élèves en action.



C'est le 16 septembre 2013 que les premières cohortes des formations Montage de lignes électriques et de Plomberie et chauffage ont introduit les locaux du bâtiment qui portera plus tard le nom de l'ancienne mairesse de l'endroit, madame Micheline-Pelletier. À ce jour, ce sont 1125 élèves en Montage de lignes électriques et 112 en Plomberie et chauffage qui ont franchi les portes de l'établissement. Durant les 4 dernières années, le Centre a accueilli 43 élèves dans le DEP Conduite d'engins de chantier grâce au partenariat avec le Centre national de conduite d'engins de chantier à Lévis. Actuellement, le Centre forme 23 élèves dans le cadre de l'Offensive de formation en construction pour l'AEP en Conduite d'engins de chantier.

« C'est par l'énergie de toute l'équipe que le Centre a pu rayonner autant depuis les dix dernières années et se développer pour offrir dans notre région des programmes attractifs qui répondent aux besoins de la province et qui contribuent au développement de notre milieu, » de mentionner madame Mélanie Gaudreault, directrice par intérim du Centre de formation de La Haute-Gaspésie.

Pour sa part, Madame Josée Synnott, directrice générale par intérim, a tenu à souligner l'évolution de la formation professionnelle au cours des dernières années. « Les ressources pour aider les étudiantes et étudiants sont de plus en plus nombreuses pour l'ensemble de nos centres de formation qui doivent s'ajuster aux besoins de notre clientèle. Nous continuerons à travailler dans ce sens, car nos diplômés seront la force motrice qui contribuera à l'économie régionale et à son développement », de conclure, Madame Synnott.

Au cours des prochaines semaines, le Centre continuera à relever les défis pour réaliser sa mission et continuer à former des élèves afin de répondre aux besoins de main-d'oeuvre dans plusieurs secteurs d'activité. Entre autres, par l'offensive en construction, programme annoncé par le gouvernement du Québec en mars dernier, qui représente un grand défi pour le centre de formation de La Haute-Gaspésie qui aura pour mandat de combler les besoins en main-d'oeuvre en lien avec les projets de développement d'Hydro-Québec.